



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2622
2 novembre 2018
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Esence, gaz... tous les prix augmentent

Augmentation générale des salaires et des pensions !



ADOBESTOCK

Réforme de l'État
**Moins d'emplois,
moins de services**

Page 3

Hôpitaux
**Misère financière
programmée**

Page 6

Brésil
**De Lula
à Bolsonaro**

Page 8

Face à la hausse des prix des carburants : augmentation générale des salaires, des pensions et des allocations !

Des appels à manifester contre la hausse des carburants et à bloquer les axes routiers dans tout le pays le 17 novembre prochain circulent sur les réseaux sociaux. Des pétitions en ligne ont recueilli des centaines de milliers de signatures en quelques jours. La rapidité avec laquelle ces initiatives ont rencontré un écho montre la colère suscitée dans une grande partie de la population par la décision du gouvernement d'augmenter les taxes qui représentent 60% du prix de l'essence et du gazole.

Ceux qu'on appelle les professionnels de la route, les patrons du transport, les artisans taxis, ont pris la tête de cette fronde anti-taxes. C'est vrai qu'eux aussi subissent les conséquences de la politique menée par Macron en faveur de la minorité la plus riche de la société.

Mais les millions de salariés qui sont obligés de prendre leur véhicule tous les jours pour aller travailler sont frappés eux aussi de plein fouet par ces hausses. En un an, les prix à la pompe ont grimpé de 23% pour le diesel et de 14% pour l'essence. Quels sont les travailleurs qui ont vu leur salaire augmenter dans une telle proportion ? Au contraire, depuis des années, dans la grande majorité des entreprises, pour s'assurer des profits en augmentation dans cette période de crise, le patronat n'a cessé de tirer tous les salaires vers le bas. Alors que de plus en plus de travailleurs ont du mal à finir le mois, le gouvernement a déjà annoncé que les taxes continueraient d'augmenter chaque année, au moins jusqu'en 2022. Face à ces attaques et au mépris gouvernemental, les travailleurs ont vraiment toutes les raisons de protester !

Macron et ses ministres prétendent vouloir instaurer une fiscalité écologique. Il faudrait être bien naïf pour croire à ces mensonges. L'augmentation des produits pétroliers permet à des sociétés comme Total d'engranger des bénéfices record ; les constructeurs automobiles ont développé le diesel sans se préoccuper des conséquences sur la santé publique ; et ce sont les travailleurs que le gouvernement fait payer, au nom de la lutte contre la pollution !

En réalité, l'écologie sert de prétexte pour se livrer à un racket de grande ampleur sur la population : l'association de consommateurs CLCV a calculé que la taxation des carburants,

du fioul et du gaz rapportera à l'État 23 milliards d'euros cette année. À quoi servira cette recette considérable ? Certainement pas à améliorer le sort des travailleurs, car l'État ne cesse de s'attaquer à leurs conditions de vie, en gelant les allocations logement et les pensions, en supprimant des milliers d'emplois aidés... Cet argent n'ira pas non plus dans les services publics, où le gouvernement ne cesse de supprimer des moyens matériels et humains, provoquant la dégradation de la situation des hôpitaux, des Ehpad, de l'éducation, de tout ce qui est le plus essentiel pour la population. Tous ces milliards prélevés sur la population ou économisés à ses dépens sont destinés à répondre aux exigences de la partie la plus riche de la bourgeoisie qui domine la vie économique.

Les travailleurs ne pourront défendre leur pouvoir d'achat et leurs conditions d'existence qu'en se mobilisant. Mais s'ils se contentent de mots d'ordre aussi vagues que « À bas les taxes ! », ils se retrouveront forcément à être les dindons de la farce. Si la contestation se développe, le gouvernement fera peut-être des concessions au patronat du transport et du BTP, car ils font partie de sa clientèle électorale. Il leur accordera peut-être des exonérations de taxes ou une forme de crédit d'impôt. Mais les concessions que le gouvernement pourrait être amené à leur faire, il les fera payer aux travailleurs d'une manière ou d'une autre.

Pour faire prévaloir leurs intérêts, il est indispensable que les travailleurs se mobilisent en mettant en avant leurs propres revendications, qui vont au-delà du problème de l'essence. Face aux augmentations des prix, ceux du carburant comme tous les autres, il faut exiger l'augmentation des salaires et des pensions de retraite, et leur revalorisation automatique quand les prix augmentent ; autrement dit, leur indexation sur les prix.

En se mobilisant sur leur terrain de classe, les travailleurs, qui produisent toutes les richesses, ont les moyens d'imposer leurs exigences. Grâce à leur force collective et à l'arme de la grève, ils pourront bloquer l'économie plus sûrement que ne pourront le faire des barrages routiers.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ	
Réforme de l'État : suppressions d'emplois et de services utiles	3
	
Chômage : toujours plus haut	3
Les insanités de Darmanin	3
Agenda : les fêtes régionales	3
Augmenter les salaires : aux patrons de payer !	4
Face à l'inflation, échelle mobile	4
Taxes : les travailleurs paient, les patrons récupèrent	4

L'extrême droite et les hausses de prix ducarburant	4
Hôpitaux : la misère financière programmée	6
Un exemple : l'hôpital de Nancy	6
Salaires des PDG : champagne !	6
CICE : le patronat gavé	6
Forum des Halles - Paris : des centaines de millions enterrés	6
France et Arabie saoudite : les affaires d'abord	7
Metz : solidarité avec les migrants à la rue	7
	
11 novembre : rien à pavoiser	7

Région parisienne : risque d'intoxication au plomb	7
Nouvelle-Calédonie : le référendum sur l'indépendance et ses enjeux	12
Guyane : pour Total, c'est tant pis pour la planète !	12
Itron - Reims : grève contre les licenciements	14
Pompiers : face au danger de l'amiante	14
Anciens verriers de Givros : la justice refuse de voir l'amiante	14
DANS LE MONDE	
Brésil : Bolsonaro élu, un résultat de la crise et de la faillite de la gauche au pouvoir	8
Argentine : un tortionnaire réfugié en France devrait être expulsé	8

Amérique centrale : les migrants poursuivent leur marche	9
Haïti : les manifestations font reculer le gouvernement	9
États-Unis : les élections de mi-mandat	10
Dans le Michigan : des candidats de la classe ouvrière	10
OTAN : bruits de bottes et subventions aux capitalistes	11
Irlande : le délit de blasphème existait encore	11
Rwanda : les responsables bénéficient de l'impunité	16
Attentats racistes : Trump n'est pas innocent	16
Les riches toujours plus riches	16
Chers banquiers	16
Nos parutions	16

ENTREPRISES	
17 novembre : travailleurs ou "citoyens consommateurs" ?	13
Chantier de l'Atlantique Saint-Nazaire : débrayage pour les salaires	13
	
PSA - Rennes : jour férié travaillé, c'est non !	13
Échos des entreprises	13
Ascoval - Saint-Saulve : Vallourec licencie, l'État complice	15
Transilien : emplois supprimés, service à la baisse	15

Réforme de l'État : suppressions d'emplois et de services utiles

Devant 15 ministres et 400 hauts cadres de l'État, le Premier ministre a annoncé les grandes lignes de son plan d'attaques contre les salariés du service public.

L'objectif est clair : supprimer 120 000 postes d'ici 2022, dont 50 000 dans la fonction publique d'État et 70 000 dans la fonction publique territoriale. Ce plan massif de suppressions de postes s'ajoute aux dizaines de milliers d'emplois qui vont disparaître avec la réduction drastique du nombre de contrats aidés.

Tous les secteurs seront touchés, le gouvernement demandant à chaque ministre de supprimer autant de postes que possible par différents biais : réduction de personnel, comme au ministère des Sports avec 1 600 suppressions de postes déjà annoncées ; disparition de services juridiques, administratifs et

même d'académies entières à l'Éducation nationale ; suppression des accueils pour inscrire les enfants au collège, pour aider à remplir un dossier de demande de CMU ou de RSA, ou pour porter plainte. Tout devra désormais se faire par Internet, pour ceux qui y parviendront. L'exemple de la dématérialisation des demandes de cartes grises montre quel chaos cela peut entraîner pour les usagers.

Pour parvenir à son objectif, le gouvernement prévoit de traduire ces grandes orientations dans une loi au début de l'année 2019. Les fonctionnaires partant en retraite ne seront plus remplacés qu'au compte-gouttes, et le plus possible



par des salariés en contrat précaire, qui représentent déjà près de 20 % du personnel de l'État. Pour accélérer les départs, la pression sur les salariés va encore s'accroître : système d'évaluation et de mise en concurrence des services, formation professionnelle hors du temps de travail, incitation au départ en stage de reconversion, proposition de prime de départ, avec comme nouveauté le droit aux allocations chômage. L'État indique ainsi clairement où risquent de se retrouver bien des salariés qu'il veut mettre à la porte.

Concrètement, de nombreux services vont soit

disparaître, soit être privatisés. Dans les régions, les déserts sans services publics vont s'étendre encore, parsemés de quelques rares guichets multi-services et polyvalents. Un porte-parole du ministère de l'Action et des Comptes publics est allé jusqu'à vanter comme solution d'avenir l'exemple d'un camping-car administratif faisant la tournée des marchés en zone rurale !

Le gouvernement veut donner à des entreprises privées la gestion de certains services, tels que le paiement des amendes ou l'informatique. Les patrons privés concernés ne le feront évidemment pas

gratuitement. Ils se serviront au passage tout en aggravant les conditions de travail.

Sous prétexte de diminuer de 60 milliards les dépenses publiques, le gouvernement mène une offensive contre ses employés, et prive les usagers de nombreux services indispensables. Il est vrai qu'il agit dans la droite ligne de ses prédécesseurs.

L'État n'est pas seulement au service du patronat à qui il offre des ponts d'or. Mais il se comporte en plus en patron de choc contre ses salariés, au détriment des classes populaires.

Gilles Boti

Chômage : toujours plus haut

Pour le deuxième trimestre consécutif, le nombre de travailleurs sans aucune activité rémunérée inscrits à Pôle emploi a augmenté de 0,4 %, ce qui signifie 16 300 chômeurs de plus.

Si on ajoute les salariés qui n'ont travaillé que quelques heures dans le mois ou qui sont à temps partiel, le nombre de chômeurs atteint un record historique, avec près de six millions de personnes !

Dans le même temps, sous prétexte de lutter contre le chômage, le gouvernement

n'a jamais autant arrosé les patrons de cadeaux et de subventions de toutes sortes : plus de 20 milliards d'euros en 2018, rien qu'avec le CICE (crédit impôt compétitivité emploi). Comme les autres années, si les patrons ont bien empoché l'argent, ils n'ont bien sûr pas embauché et ont même

continué à supprimer des postes et à licencier à tour de bras. Et, pour massacrer l'emploi, ils peuvent s'appuyer sur toutes les mesures prises par Macron et les précédents gouvernements de droite et de gauche, qui leur

permettent de licencier plus facilement et à moindre coût.

L'augmentation du chômage n'est pas due à la fatalité ou à un manque de formation des travailleurs. Chômage au plus haut et

profits patronaux record sont les deux effets de la guerre, rendue encore plus féroce par l'aggravation de la crise, que le grand patronat mène avec l'aide de l'État contre tous les travailleurs.

Arnaud Louvet

Les insanités de Darmanin

Darmanin, le ministre des Comptes publics, se fait une spécialité de déclarations provocantes.

Après avoir affirmé que le pouvoir d'achat augmente, il vient de dire que les chômeurs de courte durée ne cherchent pas de travail et qu'ils profitent de leurs indemnités chômage pour... partir en vacances.

Dans le domaine des insanités contre les chômeurs, la concurrence est rude. Car, de Castaner, devenu ministre de l'Intérieur, à toute une série de députés La République en marche, c'est à qui fera l'événement avec une phrase que les médias citeront en boucle. Castaner

avait fait fort en parlant de chômeurs qui bénéficient d'allocations « pour partir deux ans en vacances ». Un député LREM avait trouvé plus malin de parler de personnes « qui partent en vacances aux Bahamas grâce à l'assurance chômage ».

De là à dire que les chômeurs ne sont que des fainéants allergiques au travail et ne rêvant que de se reposer, le pas est vite franchi. Et pour cause, car c'est toute la politique gouvernementale qui veut faire croire que les chômeurs ne le sont que parce qu'ils ne cherchent pas de travail avec suffisamment de détermination.

Cédric Duval



AGENDA

Fourmies

Samedi 3 novembre à partir de 17 heures
Espace Mandela

Oissel

Samedi 10 novembre à partir de 16 heures
Palais de l'Amitié

Fêtes régionales

Compiègne

Samedi 10 novembre à partir de 18 heures
Salle des Fêtes de Margny-lès-Compiègne

Bordeaux

Dimanche 11 novembre
Salle des Fêtes

Victor-Hugo
(Château du Diable)
88, cours Victor-Hugo à Cenon

Dijon

Dimanche 11 novembre à partir de 11 heures
Salle Mendès-France à Quetigny

Augmenter les salaires : aux patrons de payer !

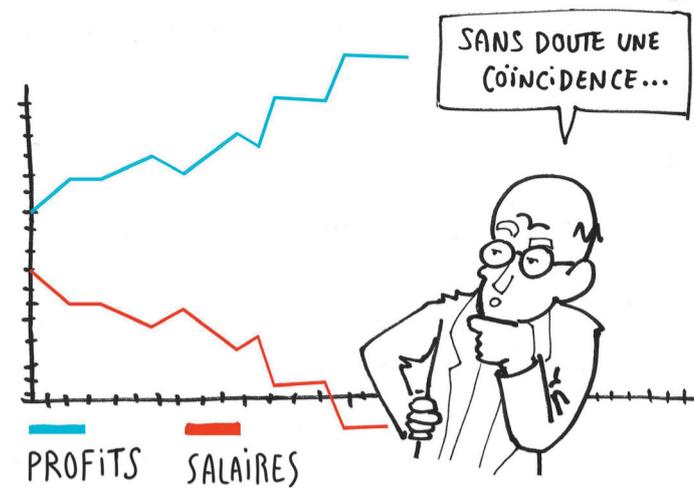
Non seulement la richesse sociale continue à augmenter d'année en année, mais celle des plus riches s'accroît plus vite encore, produit du vol en grand opéré sur les classes populaires. Cette pompe qui va des poches des travailleurs vers les coffres des capitalistes ne pourrait pas s'inverser ? À d'autres ! Si des millions de travailleurs en colère l'exigeaient, l'inverseur serait vite trouvé.

Un seul exemple. À Air France, après des années de blocage des salaires, la direction prétendait ne pouvoir accorder que 1% d'augmentation. Mais après que les travailleurs se sont rendus compte que les indemnités du conseil d'administration

avaient augmenté de 28%, puis que leur nouveau patron avait quadruplé son salaire à 10 000 euros par jour, samedi et dimanche compris, après des grèves et des mobilisations, ils ont réussi à imposer 2% d'augmentation en 2018 et encore

2% en 2019.

Les travailleurs des très petites entreprises, soit la moitié de la classe ouvrière du pays, veulent bien croire que ceux de Renault ou de Sanofi, groupes milliardaires, peuvent faire payer leur patron, mais ne voient pas comment faire payer le leur. Mais il s'agit d'un problème d'ensemble, du rapport de force entre deux classes sociales. Les grands groupes sont les donneurs d'ordres des petites entreprises, c'est à eux et à leurs actionnaires de payer pour la hausse générale des salaires. Quant aux artisans



et commerçants, dont la clientèle est essentiellement ouvrière, ils auraient tout à gagner à une hausse générale des salaires, y compris de ceux de leurs propres salariés, contrairement à ce qu'ils croient en général.

La propagande des prêcheurs d'austérité, des

réducteurs de salaire, des affameurs des pauvres finira bien par se retourner contre eux. Car dire que cette société est incapable d'assurer une vie décente à ceux qui la font fonctionner en produisant toutes les richesses, c'est la condamner.

Paul Galois

Face à l'inflation, échelle mobile !

En un an les prix auraient augmenté de 2,2% d'après le gouvernement. Mais la réalité est que les salaires ne permettent plus de joindre les deux bouts, même pour ceux qui ont un emploi stable.

D'année en année, les hausses des prix ont considérablement fait reculer le niveau de vie des travailleurs. Et elles sont d'un tout autre niveau que ce qu'affirment les instituts officiels. Depuis janvier 2018, le gaz a augmenté de plus de 16%, le timbre-poste de plus 13%, les fruits et légumes d'au moins 5%, les boissons gazeuses sucrées de plus de 20% à cause de la hausse d'une taxe spécifique, le beurre de plus 10%, à quoi s'ajoute bien sûr la hausse des prix de l'essence, du diesel et du fioul. Les salaires, eux, sont restés au plancher.

Dans cette économie capitaliste, les prix varient en fonction d'un nombre considérable de paramètres

Le prix des carottes par exemple aurait explosé de 43%, à cause de la canicule, paraît-il. Mais les capitalistes, les grands comme les petits, ont la possibilité de répercuter les hausses de ce qu'ils achètent sur ce qu'ils vendent, et de les reporter sur le consommateur. L'État complète ces hausses en ajoutant ses taxes, comme la TVA, la taxe sur les produits pétroliers ou encore celle sur les sodas. En bout de chaîne, seuls les travailleurs

ne font que payer.

Tant que l'économie est dominée par le marché, et que l'État est au service du grand patronat, les hausses des prix sont imprévisibles et inévitables. La seule manière pour les travailleurs de s'en protéger est de se battre collectivement pour des hausses de salaire. Mais cela ne peut encore suffire.

Après la grève générale de juin 1936 ou celle de mai 1968, les salaires nominaux avaient beaucoup augmenté. Mais dans les mois qui ont suivi, les patrons se sont vengés par le biais des hausses de prix, entraînant une inflation qui annulait la hausse des salaires.

Les travailleurs et l'ensemble des couches populaires ne peuvent pas se fier

aux statistiques officielles pour juger de la hausse des prix. Ils doivent se donner les moyens de contrôler eux-mêmes directement les prix des biens de consommation, à travers des comités de consommateurs et des comités de travailleurs dans les entreprises, à commencer par celles de la distribution. Et, par leurs luttes, ils peuvent imposer que les salaires, les pensions et toutes les allocations soient constamment réévalués en fonction des hausses des prix qu'ils auront constatées eux-mêmes.

Pour l'ensemble de la classe ouvrière – les travailleurs en activité, les retraités et les chômeurs – le seul moyen de ne pas se laisser appauvrir est d'imposer

cette échelle mobile des salaires et des pensions établie sous leur propre contrôle.

Pierre Royan



Taxes : les travailleurs payent, le patronat récupère

Les transporteurs routiers peuvent se faire rembourser la taxe sur les produits pétroliers, la TICPE, qui pèse sur le gazole et qui, avec la TVA, représente plus de 60% du prix des carburants.

L'État établit un taux forfaitaire de remboursement pour cent litres de gazole. En outre, comme dans toutes les entreprises, le patronat ne paye la TVA que sur la valeur ajoutée. Ce qui signifie qu'il peut récupérer celle qu'il paye sur ses achats de carburant.

Malgré tous les avantages qui leur sont consentis, les patrons du transport routier non seulement payent des salaires de misère à leurs

salariés, mais leur mènent une guerre permanente pour réduire ces salaires. Le dernier exemple a été donné récemment, lorsqu'ils ont réclamé que la loi travail leur permette de ne plus payer les heures supplémentaires. Il a fallu des grèves et des manifestations des salariés du secteur, qui connaissent bien leurs patrons, pour empêcher une telle mesure.

Paul Sorel

L'extrême droite et les hausses du carburant

De Dupont-Aignan à Le Pen en passant par des responsables locaux de leur parti respectif, l'extrême droite s'affiche solidaire de la contestation qui s'exprime sur les réseaux sociaux contre les hausses du prix du carburant en prenant date pour le 17 novembre.

« Il faut bloquer toute la France le 17 novembre, il faut que la population française dise à ce gouvernement : "Maintenant ça suffit !" » a ainsi déclaré Dupont-Aignan. Même ton enflammé du côté de Le Pen : « L'ensemble de nos élus et délégués départementaux, de nos fédérations, rejoindront la contestation qui est en train d'émerger. »

Les hausses de prix touchent une large partie de la population, dont une

fraction de la petite bourgeoisie, artisans, petits et grands patrons du transport ou du BTP, dont l'extrême droite vise la clientèle et qui, pour l'heure, donne le ton en mettant l'accent sur le matraquage fiscal du gouvernement. C'est un terrain sur lequel une Le Pen ou un Dupont-Aignan se sentent à l'aise et qui leur offre en prime l'occasion de prendre des airs contestataires.

Bien sûr, les hausses de

prix concernent aussi tous les travailleurs, et il ne déplaît pas à l'extrême droite de se donner l'air de les défendre, à condition qu'ils se rangent derrière elle, et en faisant chorus avec le patronat petit et moyen.

Mais c'est justement ce que la classe ouvrière n'a aucun intérêt à faire. Elle doit au contraire se donner les moyens de faire entendre sa propre protestation et ses propres exigences, sur son terrain de classe, n'en déplaise à l'extrême droite, et à cette partie du patronat qui voudrait faire mine de défendre aussi ses propres salariés, alors qu'elle ne se bat que pour son tiroir-caisse.

Nadia Cantale

Dans l'éducation : le 12 novembre, tous en grève et dans la rue

Les principaux syndicats de l'éducation, SNES-FSU, CGT éducation, Sud, appellent à une journée de grève le 12 novembre contre les 2 500 suppressions de postes et les réformes prévues dans l'enseignement secondaire par le ministre de l'Éducation nationale Blanquer, qui visent à supprimer un grand nombre d'heures d'enseignement.

Concernant les lycées généraux, sous couvert de permettre aux jeunes de choisir leurs disciplines, Blanquer supprime certaines matières qui étaient communes à tous les lycéens. Ainsi, par exemple, les mathématiques pourraient disparaître de la

formation de certains lycéens.

Pour les jeunes en lycée professionnel, les choses sont encore plus nettes. Dès 2019, pour les formations en Bac pro et CAP, il est envisagé moins de mathématiques, moins de français, moins d'histoire-géographie, et



moins de langues vivantes. Le nombre de semaines de stage en entreprise augmenterait. Le gouvernement veut réduire les formations qui sont dispensées en lycée pour orienter de plus en plus les jeunes en CFA, c'est-à-dire en apprentissage.

Les jeunes des classes populaires auraient donc accès à beaucoup moins des enseignements de culture

générale alors que, souvent, seule l'école la leur apporte. L'objectif du gouvernement est évidemment de faire des économies.

La diminution des heures d'enseignement entraîne celle du nombre de professeurs, qui sont par ailleurs de plus en plus recrutés comme contractuels, comme cela se fait dans tous les services publics.

Si les enseignants sont concernés par ces attaques, la jeunesse des classes populaires l'est tout autant si elle ne veut pas être simplement de la chair à exploiter. Le 12 novembre est une occasion de faire entendre, par la grève et dans la rue, l'opposition des enseignants et des jeunes aux projets de Blanquer.

Aline Rétesse

Violences à l'école : des enseignants, pas des gendarmes !

Face à l'émotion suscitée par l'agression filmée d'une enseignante avec une arme factice, les ministres de l'Éducation, de la Justice et de l'Intérieur ont réuni un comité stratégique, vendredi 26 octobre, et ont annoncé un arsenal de mesures sécuritaires.

Celle qui a été la plus médiatisée consisterait à autoriser la présence de policiers dans les établissements scolaires, d'une façon permanente pour certains d'entre eux parmi les plus difficiles. Il n'est pas dit que cette annonce suscite l'enthousiasme des policiers qui se disent déjà confrontés à un problème de sous-effectif. Mais surtout, cette annonce est aussi démagogique que dérisoire.

La montée des incivilités et de la violence dans les collèges et les lycées est le produit de phénomènes qui dépassent largement l'école, à commencer par la dégradation des conditions de vie dans les milieux populaires et l'absence de perspectives pour la jeunesse. Mais la baisse constante du nombre

d'adultes susceptibles d'encadrer et d'aider les élèves en milieu scolaire contribue à aggraver la situation.

Le gouvernement s'apprête à supprimer l'année prochaine 1 800 postes dans le secondaire, alors qu'il faudra accueillir 40 000 élèves supplémentaires. Cette diminution du nombre de professeurs va rendre les conditions d'enseignement plus difficiles en entraînant une augmentation des effectifs des classes. Les élèves en difficulté dont les enseignants n'auront pas la possibilité de s'occuper comme il le faudrait se sentiront davantage écartés, voire exclus. C'est aussi ce genre de sentiment qui est en fait à l'origine de bien des tensions et des conflits. Mais, de toute évidence, les

ministres n'avaient pas été réunis pour parler d'éducation, mais de répression !

Nicole Belloubet, la ministre de la Justice, a quant à elle, annoncé le développement des travaux d'intérêts généraux dans les établissements scolaires. En réalité, ces dispositifs existent déjà, encore faut-il qu'il y ait des adultes pour encadrer les élèves, quand on leur fait par exemple nettoyer un tag. Blanquer, lui, invite les établissements scolaires à ne pas hésiter à mettre en place des conseils de discipline, dont il va simplifier la procédure, paraît-il trop contraignante. En fait, si certains chefs d'établissement hésitent à les convoquer, c'est très souvent par crainte de voir l'établissement mal noté par leur hiérarchie. Et quand bien même ils les convoquent, exclure un élève revient souvent à déplacer le problème sans le résoudre.

Les jeunes les plus



difficiles, voire violents, auraient besoin d'être encadrés dans de petites structures, avec de nombreux adultes compétents, enseignants, psychologues. Mais ces structures disparaissent les unes après les autres. De plus, la suppression des contrats aidés a mis à mal les associations qui luttent contre le décrochage scolaire.

Blanquer prétend vouloir créer de nouvelles

structures où différents corps de métier, aussi bien de l'Éducation nationale que de l'armée ou de la police interviendraient. En fait de nouveauté, cela reviendrait à rétablir les anciennes maisons de correction. Le ministre se dit partisan d'une « pédagogie du 21^e siècle ». Mais sa politique de la matraque en guise d'éducation organise plutôt le retour au 19^e !

Aline Urbain



Une tranchée allemande pendant la Première Guerre mondiale.

La chanson de Craonne fait toujours peur

La hiérarchie de l'Éducation nationale veut interdire aux élèves de l'école et du collège de Tournon-Saint-Martin, dans l'Indre, de chanter le 11 novembre, en même temps que la Marseillaise, la Chanson de Craonne, comme le maire de la commune le souhaiterait.

Ils ne pourront chanter que les paroles guerrières de l'hymne national, et non faire entendre ce couplet : « Ceux qu'ont l'ognon, ceux là r'viendront, car c'est pour

eux qu'on crève. Mais c'est fini, car les trouffions, vont tous se mettre en grève. Ce s'ra votre tour, messieurs les gros, de monter sur le plateau, car si vous voulez la guerre, payez-la de votre peau ».

La chanson de Craonne, qui circulait dans les tranchées en 1917, était devenue le symbole de l'opposition à la guerre, qui éclata cette année-là dans les mutineries sur le front. Elle fut longtemps interdite et ses

couplets pacifistes écorchent encore aujourd'hui les oreilles de tous les va-t'en guerre.

La jeunesse aujourd'hui sur les bancs de l'école aurait pourtant toutes les raisons de retenir les paroles de la chanson, car les « Messieurs les gros » actuels sont capables de les envoyer mourir dans d'aussi sanglantes boucheries que ceux d'hier.

D.M.

Hôpitaux: la misère financière programmée

Le président de la Fédération hospitalière de France, Frédéric Valletoux, a tiré la sonnette d'alarme sur l'ampleur des déficits des hôpitaux publics, à la veille de la discussion à l'Assemblée, mardi 30 octobre, du budget de la Sécurité sociale: au total, le déficit pourrait atteindre 1,5 milliard d'euros pour l'année 2018.

Depuis longtemps, les hôpitaux ont été transformés par le gouvernement en entreprises, en introduisant les notions d'équilibre budgétaire et même d'autonomie financière. Ces notions sont illusoire. Les recettes proviennent de la Sécurité sociale, et c'est le gouvernement qui fixe le tarif de remboursement des actes médicaux. Depuis 2004, il s'agit de la tarification à l'activité, la T2A. Mais celle-ci a introduit, volontairement, une course à la rentabilité insupportable aux soignants et aux soignés. Toute une partie de l'activité réelle de l'hôpital n'est pas ou peu prise en compte, comme la prévention, la formation des médecins, le suivi des personnes âgées ou des malades chroniques. De plus, en février dernier, le gouvernement a encore baissé de 1,2% les tarifs de remboursement. «Avec cette nouvelle baisse, on continue de resserrer le garrot. On va à l'asphyxie», présageait la Fédération hospitalière de France, estimant à 33000 le nombre d'emplois à supprimer dans les hôpitaux pour satisfaire les volontés gouvernementales.

Car, sur les dépenses compressibles, tout a déjà été fait, y compris sur les compresses et les trombones. La seule variable d'ajustement est le personnel, car 73% du budget est consacré aux salaires.

En fait d'autonomie financière, les hôpitaux n'en n'ont aucune. Le gouvernement, via les ARS (agences régionales de santé), exige sans cesse des économies. La ministre de la Santé Buzyn demande et obtient encore 1,6 milliard d'euros en 2018, après avoir obtenu le milliard d'économies de 2016 et de 2017. Sur le plan des investissements, les conséquences sont catastrophiques. Les dépenses pourtant indispensables pour l'entretien et la rénovation des bâtiments, le renouvellement des équipements médicaux, sont passées sous le seuil des quatre milliards d'euros en 2017, contre plus de six milliards par an entre 2008 et 2011.

Le rôle d'un hôpital devrait être exclusivement de soigner, et il est absurde de s'étonner qu'il soit en déficit alors que, par définition, c'est une activité qui ne vise pas à produire de richesses.

CICE: le patronat gavé

Sous couvert de lutte contre le chômage, les entreprises s'apprentent à recevoir un beau cadeau gouvernemental de plus de 20 milliards d'euros à l'occasion de la transformation du CICE de crédit d'impôt en baisse de cotisations sociales. Les patrons cumuleront d'ailleurs les deux systèmes en 2019.

La première version du rapport du comité de suivi du CICE parlait «des effets globalement neutres sur l'activité et l'emploi». En d'autres termes, ce crédit d'impôt compétitivité emploi n'entraînait pas de créations d'emplois. Mécontent, le ministère de l'Économie et des Finances a fait disparaître cette version et a produit sa propre étude, chiffrant à

100 000 le nombre de créations d'emplois à attendre de cette pérennisation du CICE, équivalant à 20 milliards de cadeaux au patronat par an.

Même si on croit ce bobard, une simple division indique que dans ce cas il faudrait 200 000 euros d'argent public par an pour créer un emploi. Pour embaucher des travailleurs payés 2 000 euros net, soit environ 36 000 euros par an cotisations comprises, les patrons toucheront donc cinq fois plus qu'ils ne devront déboursier.

Même les études officielles le disent: les milliards iront dans la poche des actionnaires.

L. D.



La désorganisation, les conditions de travail de plus en plus difficiles du personnel soignant et non soignant,

les reculs de la politique de soins, le scandale des services d'urgences ne sont que le résultat de la pression

incessante du gouvernement pour imposer chaque année de nouvelles économies.

Bertrand Gordes

Un exemple, l'hôpital de Nancy

Le centre hospitalier régional de Nancy (CHRU) se trouve en quasi-faillite et ne peut pas payer les 14 millions de cotisations sociales dus à l'Urssaf. Cet hôpital, qui figure parmi les dix plus gros du pays, a un trou de 290 millions d'euros dans sa trésorerie, plus une dette de

400 millions d'euros.

Pourtant, il a supprimé 400 postes et 284 lits entre 2014 et 2017 pour réduire son «déficit», répondant ainsi aux injonctions de l'ARS. L'État lui demande encore et toujours de nouvelles économies.

Dans le budget du CHRU,

il y a un poste de plus en plus important, les intérêts versés aux banques: en 2017, ils se sont élevés à près de 12 millions d'euros. Maintenant, avec la dette, ce sont les banques qui sont les mieux soignées par l'hôpital.

H. N.

Forum des Halles - Paris: des centaines de millions enterrés

Un rapport de la chambre régionale des comptes (CRC) d'Île-de-France dénonce les conditions particulièrement favorables que le groupe Unibail-Rodamco a imposées à la mairie de Paris pour le rachat du Forum des Halles, à l'occasion des grands travaux

de rénovation de ce site au cœur de la capitale.

La mairie de Paris, alors propriétaire de cet immense centre commercial, a décidé des travaux en 2002, entre autres pour des raisons de sécurité concernant la station de RER qui occupe un étage du sous-sol. Le groupe

immobilier qui en était le locataire depuis 1976 profitait d'un bail lui permettant de bloquer tout projet jusqu'en 2055. Il a utilisé cette position pour faire du chantage à la ville et lui imposer de vendre le site tout en gardant une partie des travaux à la charge de celle-ci, pour plus de 583 millions d'euros.

D'après le journal *Le Monde*, le rapport pointe des anomalies concernant le prix de vente. Alors que la mairie prétend avoir obtenu 264 millions d'euros pour le site, la vente ne lui aurait rapporté que 142 millions. Le groupe immobilier Unibail a en tout cas bénéficié d'un beau cadeau, puisqu'il estime la valeur du centre à 470 millions d'euros dans ses bilans financiers!

Nicolas Carl



Salaires des PDG: champagne!

240 fois le smic! Les salaires des grands patrons flambent en France.

Selon l'étude récente qui publie ces chiffres, la moyenne de ce que chacun a touché en 2017 atteint

5,4 millions, soit 14% de plus en un an.

Quant aux dividendes des actionnaires que servent ces PDG en or, ils explosent comme chaque année.

Si certains se demandent encore pourquoi leur salaire, comme celui de millions de salariés, est si bas et gelé depuis des années, voilà la réponse.

S. P.

France et Arabie saoudite : les affaires d'abord

Suite à l'assassinat le 2 octobre du journaliste Jamal Khashoggi par des hommes de main au service du régime saoudien, Macron a déclaré le 26 octobre lors d'une conférence de presse à Bratislava : « C'est pure démagogie que de dire d'arrêter les ventes d'armes. »

Macron intervenait en réponse à ceux qui lui reprochent de ne pas décréter un embargo sur les ventes d'armes à l'Arabie saoudite, prôné par l'Allemagne. Ce que fera réellement Angela Merkel, l'avenir le dira, mais l'attitude de Macron est bien significative.

Il s'est empressé d'affirmer qu'il fallait attendre que « les faits soient établis clairement, et surtout les responsables et les commanditaires, pour en tirer les conséquences ». Et d'ajouter que les éventuelles sanctions ne devront être prises que contre « les individus ou les intérêts dont il sera établi

qu'ils ont quelque chose à voir avec l'assassinat ». Il n'est donc pas question d'accuser le régime saoudien de quoi que ce soit, et surtout pas de le contrarier au point de devoir rompre des contrats d'armement.

Et pour cause. Le gouvernement français est un gros fournisseur d'armes du régime saoudien. Il a exporté plus de 11 milliards d'euros d'armes vers l'Arabie saoudite entre 2008 et 2017. La France a vendu pour 2,6 milliards d'euros d'armes à l'Arabie saoudite et aux pays de la coalition, pour les armer dans la guerre qu'ils mènent au Yémen depuis

2015, une guerre qui fait couler beaucoup moins d'encre que l'assassinat de Jamal Khashoggi.

Ce sont pourtant des milliers de Yéménites qui meurent sous les bombardements ou du fait de la famine et du choléra, conséquences de la guerre. Tony Fortin, chargé d'études à l'Observatoire des armements, affirme que la France vend des armes à l'Arabie saoudite en connaissance de cause : « Les frégates que l'on a vendues à l'Arabie saoudite servent sûrement aujourd'hui au blocus du port d'Hodeida et cela a des conséquences terribles sur la population. » Et il ajoute : « Le gouvernement a lui-même préparé cette guerre : les transferts d'armes ont explosé peu avant et pendant le conflit, et il faut savoir que les contrats d'armements sont préparés cinq ans à



l'avance pour un conflit.»

Pour les dirigeants impérialistes, Macron comme tous les autres, les affaires

sont les affaires, et peu importe leur coût en vies humaines.

Aline Rétesse

Metz : solidarité avec les migrants à la rue

En Lorraine, les migrants qui font une demande d'asile doivent passer par Metz, où ils ont la rue comme domicile.

Le 29 septembre, avec l'aide du Comité mosellan de lutte contre la misère, des migrants ont occupé le gymnase de l'Arsenal à Metz. Ils étaient une quarantaine au départ, et se sont retrouvés à près de 140 après six jours d'occupation. Des êtres humains que l'État laissait vivre dehors, y compris des enfants en bas âge.

Lors d'une conférence de presse, la préfecture a expliqué que, si les migrants arrivant ne trouvent pas de place d'hébergement, c'est à cause de plusieurs centaines de déboutés du droit d'asile qui occupent les hébergements disponibles. Selon elle, c'est donc à cause des migrants arrivés hier que ceux qui arrivent

aujourd'hui dorment à la rue ! Un comble. Rappelons juste que, selon l'Insee, sur la commune de Metz il y a plus de 7 500 logements vides.

Finalement, tous les migrants ont été relogés le 5 octobre par la préfecture, mise sous pression par la mobilisation des associations. Mais depuis, de nouveaux arrivants se retrouvent à la rue à leur tour. La mobilisation a été soutenue par des habitants, comme cette femme de service du collège voisin proposant son aide, et à commencer par les basketteuses qui utilisent ce gymnase, les Pink Ladies Metz BC. Bien sûr empêchées de s'entraîner, elles ont publié ce message sur leur page

Facebook : « Notre gymnase sert d'abri à des réfugiés en ce moment, du coup nos entraînements sont annulés jusqu'à nouvel ordre. Et, avant même de commenter pour râler ou critiquer qui que ce soit, imaginez-vous juste une seconde dormir dans la rue, cette nuit, avec ce froid. Il y a des choses bien plus importantes que le basket, et les Pink Ladies souhaitent la bienvenue à ces hommes, ces femmes et ces enfants. Soyons solidaires. »

Il y a dans la population bien plus de solidarité humaine que chez des politiciens comme Macron, qui se prétendent des humanistes mais se cachent derrière des Salvini ou des Orban pour refuser un accueil décent à ceux qui, quelle qu'en soit la raison, doivent fuir leur pays.

Étienne Hourdin



Région parisienne : risque d'intoxication par le plomb

L'agence Santé publique France a publié une enquête se rapportant au risque de saturnisme causé par la contamination par le plomb du sol de 19 communes des Yvelines et du Val-d'Oise.

Les plaines situées dans les environs d'Achères, de Triel-sur-Seine ou de Méry-sur-Oise ont servi pendant un siècle, entre 1895 et 1999, de champs d'épandage pour les eaux usées brutes ou partiellement traitées issues des égouts de l'agglomération parisienne. La zone étant par la suite devenue constructible, 300 000 habitants, dont environ 25 000 enfants, y vivent actuellement. Or les jeunes enfants, étant plus près du sol, sont particulièrement sensibles à cette pollution par le plomb. Vu le niveau

de contamination élevé sur cette zone, l'agence de Santé y réclame un dépistage du saturnisme infantile. Chez les enfants, une intoxication chronique au plomb peut entraîner un retard du développement intellectuel, de l'anémie, des troubles du comportement ou auditifs, et ce métal met des années avant d'être éliminé.

Comme pour l'amiante ou d'autres produits toxiques, des industriels ont pour pratique de laisser leurs ordures derrière eux quand ils abandonnent le site de production. Ce sont les populations qui paient doublement la note, une première fois avec les risques menaçant leur santé, et une seconde en payant pour la décontamination du sol.

Marianne Lamiral

11-Novembre : rien à pavoiser

Le préfet du Nord-Pas-de-Calais, relayé par l'association des maires du Pas-de-Calais, appelle les habitants à pavoiser leur maison à l'occasion du 11 novembre, date de la signature de l'armistice qui suivit la défaite de l'armée allemande.

La zone qui a servi de champ de bataille reste encore aujourd'hui marquée par la guerre, avec les villages détruits, la population évacuée, les terrains minés semés de morts...

Au nom de la défense de la patrie symbolisée par le drapeau national, les gouvernements ont imposé aux soldats et aux populations ces sacrifices. Et pourtant les soldats du monde entier

ne se sont pas battus pour eux-mêmes, pour la protection de leur famille. Non, ils se sont battus pour les intérêts d'une minorité de capitalistes en concurrence entre eux, prêts à utiliser leurs États respectifs pour assurer la pérennité de leurs profits.

Pavoiser n'est pas une façon de « témoigner du vivre ensemble » ou de « rendre un bel hommage à nos poilus », selon les termes de l'appel. C'est une façon d'enchaîner la population à la défense des intérêts d'une bourgeoisie qui, comme il y a cent ans, veut que les esprits soient préparés à lui emboîter le pas aujourd'hui.

Correspondant LO

Brésil : Bolsonaro élu, un résultat de la crise et de la faillite de la gauche au pouvoir

Le 28 octobre, avec 55 % des voix, Jair Bolsonaro a été élu président du Brésil. Après avoir végété 28 ans sur les bancs de l'Assemblée, ce capitaine en retraite a réussi à faire croire à une partie de la population que son élection pourrait apporter une solution à ses problèmes les plus urgents.

Bolsonaro a basé une grande partie de sa campagne sur la démagogie sécuritaire, se disant partisan de la libéralisation des ventes d'armes, d'une répression plus dure contre tous les délinquants. La violence pourrait en effet la vie de tous les Brésiliens, et en particulier celle des habitants des favelas, les quartiers les plus pauvres. Mais elle est le produit d'une société très inégalitaire, où police et justice sont ouvertement en faveur des possédants, où 60 000 personnes décèdent chaque année de mort violente.

En même temps qu'il adoptait comme symbole le geste de tirer au pistolet, Bolsonaro s'est présenté comme un « homme de bien », défenseur de la morale, du patriotisme, de la religion, de la propriété, avec l'appui des Églises évangéliques omniprésentes et des lobbies agricoles et industriels. Il a spéculé sur tous les préjugés les plus rétrogrades et haineux, contre les Indiens, les Noirs, les féministes, les homosexuels.

Reprenant les positions de l'extrême droite la plus anticommuniste, Bolsonaro a promis de mitrailler la « racaille du PT », de « nettoyer » la société des partisans du régime vénézuélien de Chavez et de Maduro. Lois sociales, paysans sans terre occupant illégalement les grandes propriétés non cultivées, tout ce

qui s'apparente de près ou de loin à la gauche, même la plus modérée, Bolsonaro l'assimile dans ses discours au « spectre rouge » du collectivisme. Pour parfaire son image d'homme à poigne, il s'est attaché à parer de toutes les vertus la dictature militaire qui s'est maintenue au Brésil de 1964 à 1984 au prix d'une sanglante répression.

L'élection de Bolsonaro ne signifie pas pour autant que la majorité de la population de ce pays de 210 millions d'habitants serait devenue

misogyne, homophobe et nostalgique de la dictature. La victoire de ce politicien d'extrême droite exprime le rejet massif de toute la classe politique, gauche et droite confondues dans la même haine. Ce rejet touche bien sûr en premier lieu le Parti des travailleurs (PT) de Lula. Celui-ci est arrivé au pouvoir en 2003 en promettant de gouverner honnêtement et en faveur des couches populaires. Profitant d'un contexte économique alors favorable, il a mis en place des programmes sociaux qui ont amélioré un peu le sort des couches les plus pauvres sans changer véritablement la société brésilienne, demeurée l'une des plus inégalitaires de l'Amérique latine.

Le PT s'est comporté en gérant loyal des affaires de la bourgeoisie et quand, à partir de 2014, la crise économique a frappé de plein fouet le Brésil, il l'a fait payer aux travailleurs et aux classes populaires. Les 13 millions de chômeurs, le retour de l'inflation ont jeté dans la rue aussi bien les petits bourgeois qui craignaient pour leur niveau de vie que les salariés dont le travail et les revenus étaient menacés. Les scandales de corruption dans lesquels le PT s'est retrouvé compromis, à l'instar des partis de droite, ont achevé de le discréditer. Ceux qui ont manifesté par millions, en 2015 contre les hausses dans les transports publics, et en 2016 contre la présidente Dilma Rousseff,

ont exprimé leur mécontentement dans les urnes en votant pour Bolsonaro.

Après treize années aux affaires, le PT est parvenu à décevoir et à démoraliser sa base ouvrière, au point qu'elle a apporté ses voix à un ennemi ouvert des travailleurs. Dans l'État de Sao Paulo, où il s'est créé, son candidat, Haddad, a recueilli 16 % au premier tour et 32 % au second, contre 53 et 68 % à Bolsonaro. Et dans la ville de Sao Bernardo – plus de 700 000 habitants, 300 000 salariés dont environ 130 000 métallurgistes, siège des grandes usines automobiles, fief du PT, où Lula a milité et a encore son habitation – Bolsonaro a recueilli dès le premier tour 46 % des voix, 60 % au second, contre 24 et 40 % à Haddad.

L'élection de Bolsonaro est une conséquence politique de la crise économique et de sa brutale aggravation. Mais elle est aussi et surtout le résultat de la faillite et des trahisons de la gauche au pouvoir. Lula, le PT et toutes les forces politiques qui l'ont présenté comme le seul espoir des pauvres portent une écrasante responsabilité dans l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite au Brésil.

La classe ouvrière a été capable dans le passé de mener des luttes importantes et déterminées pour défendre ses intérêts, y compris dans des conditions difficiles, sous le régime de dictature militaire. Elle continue de représenter la seule force capable d'offrir une perspective aux exploités du Brésil.

Vincent Gelas



Manifestation contre Bolsonaro le 29 septembre.

Argentine : un tortionnaire réfugié en France devrait être extradé

Un décret, signé le 24 octobre, vient d'autoriser l'extradition de Mario Sandoval, un tortionnaire argentin qui avait fui l'Argentine à la fin de la dictature en 1983 et trouvé refuge en France. Il avait été naturalisé en 1997 et avait fait carrière dans le monde universitaire.

Ce décret est le terme d'un marathon judiciaire qui a duré six ans. En 2012, un juge argentin avait lancé une procédure contre cet ancien policier qui a exercé ses talents de tortionnaire et de meurtrier dans la sinistre École supérieure de mécanique de la marine (ESMA) de Buenos Aires. Rien que dans ce camp militaire au

sein de la capitale, 5 000 personnes furent assassinées pendant les sept années de dictature.

Les personnes arrêtées, des ouvriers militants, des membres des organisations péronistes ou d'extrême gauche, y étaient torturées puis assassinées. Généralement, pour les tuer, on les droguait avant de les jeter

depuis des avions au-dessus du Rio de la Plata, afin de faire disparaître leurs cadavres dans l'océan Atlantique. Les militantes enceintes avaient un surris jusqu'à leur accouchement, puis elles subissaient le même sort. Quant aux enfants, les militaires les répartissaient soit dans leurs rangs, soit auprès de familles bourgeoises. Cette « gestation pour autrui »-là ne scandalisait ni la droite ni l'extrême droite argentine.

Mario Sandoval est soupçonné d'avoir participé à quelque six cents crimes de cette nature. Mais c'est une

seule affaire qui a conduit à son extradition : l'arrestation d'un étudiant, depuis disparu. Des témoins attestent que le policier s'est nommé lors de l'arrestation. Depuis 2012, les juridictions françaises se sont livrées à une valse-hésitation, les unes décidant l'extradition, les autres la rejetant. Au final, l'acquisition de la nationalité française n'aura pas servi de protection pour un crime commis antérieurement.

À cette occasion, on a appris qu'un « migrant » de cette espèce a été accueilli avec humanité. Il a pu passer

un doctorat en sciences politiques et enseigner dans des établissements universitaires prestigieux. La tradition d'accueil, que l'État français piétine par ailleurs, n'a donc pas entièrement disparu. À moins que ce ne soit en hommage au général français Paul Aussaresses, formateur actif sur le continent américain de « l'école française de la torture », où de nombreux officiers et policiers des dictatures sud-américaines étaient venus faire leurs classes...

Il reste à savoir si ce décret sera appliqué.

Jacques Fontenoy

Amérique centrale : les migrants poursuivent leur marche

La caravane de migrants partie le 13 octobre du Honduras poursuit sa marche vers les États-Unis. Plusieurs centaines d'entre eux ont réussi à rejoindre l'État du Chiapas, au sud du Mexique, et sont bien décidés à poursuivre leur route.

Donald Trump, en pleine campagne électorale du mi-mandat, a joint l'acte à la parole. Après qu'il a menacé de faire intervenir l'armée à la frontière entre les États-Unis et le Mexique, celle-ci a commencé à prendre position. Au total, 5 000 militaires américains devraient ainsi s'ajouter aux policiers et aux snipers qui bouclent déjà la frontière. Trump attend de cette mesure un bénéfice électoral immédiat, car il faudra encore du temps pour que la caravane traverse tout le Mexique.

Pour le moment, en accord avec les États-Unis, le gouvernement mexicain exerce sa répression contre les migrants. L'unité de police qui en est chargée, la « Migra », est formée à détecter les migrants et à les expulser. Le prochain gouvernement, celui du président Lopez Obrador, doit se mettre en place à partir du 1^{er} décembre. Il

annonce une autre manière de faire qui consisterait à accueillir les migrants et à leur proposer cartes de travail et emplois. On verra ce qu'il en sera vraiment, mais il s'agirait encore pour lui de tenter d'enrayer la progression des migrants vers les États-Unis.

La caravane de quelque 1 500 personnes à l'origine de ce mouvement visait à fuir une situation très dégradée au Honduras, où dominent la misère et la violence, accentuées par un régime dictatorial imposé en 2009 par les États-Unis. L'idée de partir en masse vise à réduire les risques de l'entreprise, car les migrants tombent souvent sous la coupe de gangs qui les réduisent en esclavage, quand ils ne les tuent pas.

La caravane partie du Honduras a rapidement fait école en Amérique centrale et des migrants du Guatemala, du Salvador et d'autres s'y sont ajoutés. Selon des

comptages officiels, quelque 7 000 personnes se seraient maintenant mises en route. Toutes les autorités se sont mobilisées pour arrêter ce mouvement, mais la caravane a trouvé des soutiens dans la population tout au long du chemin.

La question des migrations en Amérique latine est ainsi mise au premier plan. Il se trouve que, la veille du départ de la caravane, se tenait une réunion officielle sur cette question entre représentants des gouvernements d'Amérique centrale, en présence du vice-président des États-Unis. Ce dernier a constaté que, lors de l'année écoulée, « plus de 225 000 Guatémaltèques, Honduriens et Salvadoriens ont tenté de franchir la frontière sud des États-Unis ». Dans le même temps, quelque 75 000 personnes originaires de ces pays ont été expulsées. Il a aussi noté que le nombre de candidats à l'émigration a diminué au

Salvador, mais il a explosé au Honduras (+61 %) et au Guatemala (+75 %).

Cependant personne dans cette conférence ne s'est demandé pour quelles raisons des centaines de milliers de personnes cherchent à fuir leur pays, en quête d'une vie meilleure. La lutte contre les migrants est un cheval de bataille de Trump. Mais, s'il y a autant de migrants prêts à tout risquer, y compris leur vie, pour rejoindre les États-Unis, c'est la rançon de la politique menée par Washington depuis qu'un certain président Monroe, en 1823, a considéré que tout le continent américain leur appartenait. En pillant l'Amérique du Sud, les multinationales nord-américaines, avec d'autres, ont creusé les inégalités entre le Sud et le Nord du continent et rendu en retour les États-Unis attractifs, même si les patrons américains ont surtout à proposer aux migrants des emplois durs et sous-payés,

c'est-à-dire une exploitation renforcée.

Le passage de la caravane a aussi déclenché un mouvement reconfortant de solidarité. Non seulement des personnes ont aidé matériellement les membres d'une caravane qui compte beaucoup de jeunes mais aussi des familles, des personnes âgées et des handicapés, mais des associations et des organisations militantes dénoncent Washington et les gouvernements de la région, exigeant notamment des frontières ouvertes.

Cette affaire est loin d'être conclue. La caravane pourrait aussi entraîner des Mexicains qui ont le même rêve américain. Elle montre en tout cas qu'il y a d'un côté les gouvernants qui multiplient les obstacles pour les migrants, et de l'autre les peuples en quête d'un monde meilleur, qu'ils n'obtiennent et ne peuvent obtenir de ces mêmes gouvernants.

J.F.



Haiti : les manifestations font reculer le gouvernement

L'article ci-dessous est extrait du quinzomadaire de nos camarades trotskystes antillais de *Combat ouvrier* (UCI).

Le 17 octobre, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté à Port-au-Prince et dans plusieurs villes d'Haïti. Elles exigeaient du gouvernement des explications sur l'utilisation des fonds Petro-Caribe et réclamaient aussi le départ du président Jovenel Moïse. Dans les villes de province, des manifestants ont aussi défilé, demandant le jugement des politiciens voleurs.

Le programme Petro-Caribe a été initié il y a douze ans par Chavez, président du Venezuela, avec plusieurs pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Il leur permet d'acquérir des produits pétroliers à meilleur coût et de payer leurs factures sur vingt-cinq ans à un taux d'intérêt de 1%.

Une enquête sur le détournement de près de deux milliards de dollars de ce fonds a mis en cause plusieurs anciens ministres du parti de Jovenel Moïse. Les rapports n'ont jamais été suivis de poursuites judiciaires. Piloté par des personnalités de la société civile, des petits bourgeois, le mouvement Petrocaribe Challenge

a été lancé en août sur les réseaux sociaux. Il demande où a été dépensé l'argent prêté par le Venezuela. Les appels répétés à des actions, des pétitions, ont abouti à la manifestation du 17 octobre, dont l'objectif était la chute de Jovenel et des ministres corrompus.

Jovenel Moïse a été ébranlé et, le 22 octobre, il a renvoyé seize proches collaborateurs qui sont soupçonnés d'avoir trempé dans le scandale. Au mois de juillet, Jovenel Moïse s'était séparé de son Premier ministre sous la pression des manifestants. Et c'est à nouveau la pression de la rue qui oblige le président à renvoyer son chef de



Manifestation du 17 octobre.

cabinet, qui est sur la liste des voleurs.

Parmi la population pauvre, certains ont profité de la manifestation pour montrer leur colère contre la vie chère, pour

l'ajustement des salaires. Mais ils ne sont pas entendus par les politiciens qui dirigent le mouvement, dont l'objectif se limite à changer l'équipe qui dirige afin de prendre possession des

sièges alors libérés. Les travailleurs, qui ont largement aidé à faire reculer Jovenel Moïse, doivent se méfier de ces leaders et prendre en main leurs intérêts.

Combat ouvrier

États-Unis : les élections de mi-mandat



Pour l'instant, le Parti républicain, celui du président Trump, domine les deux Chambres du Congrès. Sachant très bien que la perte de contrôle du Congrès rendrait la fin de sa présidence difficile, Trump s'est lancé dans la campagne de mi-mandat avec une démagogie tout azimut pour satisfaire l'électorat chrétien pratiquant. Il a nommé à la Cour suprême un juge anti-avortement, véritable tuffe accusé de tentative de viol. Il tire à boulets rouges sur les immigrés, accusant les pauvres d'Amérique centrale, dont la caravane voudrait franchir la frontière des États-Unis, d'accueillir en leur sein des terroristes moyen-orientaux, et les démocrates de les avoir payés. Pour plaire aux réactionnaires en tout genre, Trump hurle au communisme en pointant le danger de victoire des quelques candidats démocrates qui se disent socialistes, au sens de la social-démocratie européenne.

Aux travailleurs, il offre son nationalisme bruyant, et le vain espoir que les guerres commerciales qu'il a allumées de par le monde se traduiront par des créations d'emplois ouvriers, alors qu'il a baissé énormément les impôts des entreprises et des riches particuliers.

Si cette démagogie a permis au milliardaire Trump de s'assurer le vote de suffisamment de travailleurs pour remporter l'élection présidentielle de 2016, c'est que la politique des démocrates au pouvoir précédemment leur avait probablement laissé de très mauvais souvenirs. Conséquence de la crise de 2007-2008, pendant huit ans Obama a renfloué le système financier à coups de centaines de milliards, pendant que le chômage augmentait dramatiquement. Les emplois créés par la suite ne l'ont été qu'avec des salaires si bas qu'ils ne permettent pas de s'en sortir. Les familles ouvrières sont en outre confrontées à une dégradation sans précédent du système éducatif public, le seul qui leur soit accessible.

Le Parti démocrate ne fait bien sûr pas campagne sur ce bilan. S'il peut espérer le 6 novembre remporter la majorité à la Chambre des représentants, et peut-être au Sénat, c'est en comptant que les outrances et les nombreux mensonges de Trump démobiliseront suffisamment les électeurs républicains, tout en incitant d'autres à voter pour le camp démocrate.

Quel qu'il soit, le résultat des élections ne dépendra que de loin de la volonté des électeurs. Aux États-Unis,

les règles de financement des campagnes électorales laissent toute latitude à la bourgeoisie de favoriser les candidats de son choix, qui à leur tour saturent les télévisions de publicités électorales. De ce point de vue, le Parti démocrate est en bonne position : à quinze jours du scrutin il a recueilli 50% de dons de plus que les républicains dans les 45 compétitions considérées comme les plus serrées pour des sièges de représentant.

L'élection du prochain gouverneur de l'État d'Illinois est assez caractéristique. Elle met aux prises un démocrate milliardaire et un républicain multimillionnaire, ancien dirigeant d'un fonds d'investissement, qui a mobilisé 80 millions de dollars, dont 58 millions viennent de sa fortune personnelle. Héritier de la fortune des hôtels Hyatt, celui-ci a récolté 165 millions, dont 162 millions viennent de sa poche !

Les deux grands partis qui s'affrontent dans l'élection américaine n'offrent ainsi aux travailleurs américains que le choix entre deux variantes de candidats de la bourgeoisie, dont chacune espère que l'autre servira de repoussoir.

Lucien Déroit

Le 6 novembre auront lieu aux États-Unis les élections de mi-mandat, dites de midterm. Outre les postes officiels à tous les niveaux de l'appareil d'État qu'une kyrielle de politiciens se disputent, elles renouvellent en partie le Congrès fédéral, composé de 435 représentants dont les mandats sont de deux ans et sont soumis à élection chaque année paire.

Comparé au système français où les députés sont élus pour cinq ans, le système américain pourrait apparaître plus démocratique. Toutefois, au sein du Congrès, le pouvoir appartient principalement aux sénateurs dont les mandats ne sont renouvelés que par tiers. Les électeurs ne peuvent donc se prononcer en novembre que sur 33 sièges de sénateurs sur 100. De plus, il y a deux sièges

de sénateur pour chaque État, que ce soit pour la Californie très peuplée ou pour le Wyoming qui l'est 68 fois moins. Les majorités sénatoriales ne reflètent donc que de très loin les changements d'opinion de l'électorat. D'autant moins que le système électoral américain est ainsi fait qu'il organise institutionnellement le monopole des deux partis de la bourgeoisie américaine et leur alternance.

Dans le Michigan, des candidats de la classe ouvrière

Le 6 novembre prochain, lors des élections de mi-mandat, les électeurs américains sont appelés à voter pour de nombreux scrutins, à l'échelon fédéral (sénateurs, membres de la Chambre des représentants), et surtout à l'échelle de l'État (gouverneurs, sénateurs et représentants de l'État, conseil de l'éducation, juges) et à l'échelon local (membres des conseils d'écoles, membres des conseils universitaires, administrateurs dans les comtés, juges locaux...). Il n'est pas rare que les électeurs doivent voter dans le cadre de 20 ou 30 scrutins différents.

Dans le Michigan, un État du nord du pays, où l'industrie automobile a joué un rôle important, onze candidats se présentent sous les couleurs du Working Class Party, le Parti de la classe ouvrière : cinq sont candidats aux élections à la Chambre des représentants, qui siège à Washington, et six autres à des élections de l'État du Michigan. Leur dépliant de campagne dit notamment :

« Dans cette course sans fin au profit, les entreprises et les banques volent la richesse dont la société a besoin. [...]

Il nous faut reprendre la richesse que la classe capitaliste a volée sur notre travail – elle pourrait être utilisée pour fournir un emploi à tous ceux qui veulent travailler. [...] Elle pourrait nous procurer un niveau de vie confortable pour tous... Nous devons prendre l'argent des impôts donné à la classe capitaliste – il pourrait financer les services publics dont la population a besoin et les écoles dont tous les enfants ont besoin. »

Et il ajoute :

« Nous avons besoin de

toutes nos forces pour nous battre !

Le racisme répandu par nos ennemis, qu'ils soient de Wall Street ou dans les bureaux de la Maison-Blanche, est une tentative pour nous diviser, pour nous affaiblir comme classe. La classe ouvrière le sait depuis longtemps : « Quand on attaque

l'un d'entre nous, on nous attaque tous ». [une devise du syndicat ouvrier révolutionnaire IWW, au début du 20^e siècle]. « Nous avons le pouvoir de changer le monde entier, quand nous nous dressons ensemble : Noirs et Blancs, immigrés et nés ici, femmes et hommes, jeunes et vieux. »

Nous ne changerons pas la situation avec une élection. Mais nous pouvons utiliser cette élection pour faire entendre la voix de travailleurs. »

Pour en savoir plus et suivre la campagne du Working Class Party : www.workingclassfight.com

Michel Bondelet



Les candidats du Working Class Party.

Otan : bruits de bottes et subventions aux capitalistes

L'OTAN a entamé le 25 octobre, et pour quinze jours, ses plus importantes manœuvres militaires depuis le début du siècle. Y participent 50 000 soldats et officiers de 29 pays appartenant à l'OTAN, plus la Finlande et la Suède, 10 000 véhicules, 250 avions et hélicoptères, 60 navires, dont un porte-avions américain.

Le fait que ces manœuvres se déroulent à proximité de la frontière russe ne doit rien au hasard car l'OTAN, ce bloc militaire formé en 1949 par les États-Unis contre l'Union soviétique, n'a pas disparu avec elle en 1991. Au contraire, l'OTAN n'a cessé de se renforcer depuis, principalement au détriment de la Russie. Elle a ainsi intégré les anciennes Démocraties populaires et les trois républiques baltes ex-soviétiques, en y installant parfois des bases qui menacent d'encore plus près la Russie. Cela malgré les promesses faites par le président Reagan au dirigeant soviétique Gorbatchev lors de la chute du mur de Berlin en 1989.

Les États-Unis entendent toujours montrer à tous qu'étant la première puissance économique au monde, ils ont les moyens, y compris militaires, d'imposer leur loi. C'est le sens principal de cette démonstration de forces en Norvège, qui entraîne presque tous les pays d'Europe dans le sillage des États-Unis.

Les déclarations de Trump, à la veille de ces manœuvres, sur sa volonté de sortir du Traité de renonciation aux armes nucléaires de portée intermédiaire signé par Reagan et Gorbatchev il y a trente ans, comme ses rodomonstades quand il promet d'en découdre avec la Corée du Nord, puis avec l'Iran, ne

sont pas seulement dues au caractère imprévisible du président américain, ni à son besoin de flatter le chauvinisme va-t-en-guerre d'une partie de son électorat, à la veille des élections américaines de mi-mandat.

Ces roulements d'épaules ont lieu sur fond de guerres, qui restent pour l'heure plus ou moins seulement locales, mais aussi d'aggravation de la crise du système capitaliste mondial. Et de ce point de vue, le climat de confrontation permanente qu'entretiennent les petits mots ou les gestes bravaches de tel ou tel dirigeant des États les plus puissants, leur sert aussi à doper les commandes d'armement à leurs industriels. Ils espèrent que cela aura un effet stimulant sur une économie capitaliste qui se serait depuis longtemps effondrée sans une aide massive des gouvernements, dont les commandes militaires, et celles de l'État en général, sont une des multiples formes.

Les remontrances de Trump, lors du dernier sommet de l'OTAN, quant à la prétendue faiblesse du budget militaire de ses alliés, visaient à les entraîner dans une course aux armements. Et il ne doutait pas que cela profiterait d'abord au principal constructeur d'armes au monde, les États-Unis.

Macron l'a «regretté profondément», l'armée belge a quand même préféré acheter 34 bombardiers américains F-35 plutôt que l'Eurofighter Typhoon européen. Visiblement, Washington disposait d'arguments puissants pour convaincre Bruxelles. Et même quand Trump demande des explications sur l'assassinat d'un journaliste par les services secrets d'Arabie saoudite, il affirme aussitôt que l'aide militaire américaine lui reste acquise. Et tant pis pour des alliés mais concurrents comme la France, dont le président et les ministres n'ont eu aucun mot pour critiquer le régime saoudien,

dans l'espoir que celui-ci, qui est le troisième meilleur client de Paris en ce domaine, lui ouvre de nouveaux marchés.

Restent à Macron et à ses VPR ministériels à essayer de satisfaire Dassault et compagnie en vendant plus de Rafale de par le monde. Comme des industriels français de l'armement pourraient rester sur leur faim, la ministre des Armées vient de leur faire un beau cadeau en lançant ces jours-ci le programme d'études du porte-avion nucléaire appelé à remplacer le *Charles-de-Gaulle*.

Il y en aura pour des dizaines de milliards que l'État fera payer aux contribuables. Le budget de l'armement sert à faire la guerre aux peuples un peu partout; il sert aussi aux capitalistes de chaque pays à dévier vers leurs caisses les sommes soutirées à leurs classes populaires.

Pierre Laffitte

Irlande : le délit de blasphème existait encore

En Irlande, lors du référendum qui s'est tenu le 26 octobre, 70% des votants se sont déclarés favorables à l'abolition du délit de blasphème. Même si moins de la moitié des électeurs inscrits se sont déplacés, contrairement au précédent référendum sur la légalisation de l'avortement où la participation avait été massive, ce résultat montre lui aussi un rejet de l'obscurantisme que le clergé catholique faisait peser sur la population irlandaise.

Certes le délit de blasphème, inscrit dans la Constitution de 1937 et réaffirmé dans la loi à plusieurs reprises, n'avait jamais abouti à une condamnation. Et contrairement à l'interdiction de l'avortement qui opprimait physiquement les femmes, il apparaissait plutôt comme une scorie d'un passé moyenâgeux. Même l'Église catholique d'Irlande en a parlé comme d'un texte «*obsolète*», au moment du référendum. Et quand le réalisateur britannique Stephen Fry a déclaré en 2015 dans une interview télévisée: «*Comment pourrais-je respecter un Dieu capricieux, mesquin et stupide qui crée un monde avec tant d'injustice et de misère?*», la justice n'a pas donné suite à la plainte d'un téléspectateur.

En Irlande comme dans nombre de pays, l'Église a fait peser une chape de plomb sur les consciences pendant des siècles, se faisant le bras droit du pouvoir

et des puissances d'argent en prêchant au peuple la soumission à l'ordre établi pour lui faire accepter sa condition d'opprimé. Et, entre le délit de blasphème et celui d'opinion, il n'y a qu'un pas à faire pour museler les oppositions.

Mais depuis plusieurs décennies, suite à plusieurs scandales en Irlande, l'Église s'est déconsidérée et a perdu une partie de son influence. Il y a d'abord eu le scandale des filles-mères, enfermées dans des blanchisseries, auxquelles on enlevait leur enfant pour le vendre à de riches Américains, puis la découverte dans un couvent d'un charnier de 800 squelettes de bébés et d'enfants, morts de malnutrition ou de mauvais traitements, et enfin le scandale des prêtres pédophiles. Aujourd'hui, si 78% des Irlandais se disent encore catholiques, la fréquentation des églises est tombée en quarante ans de 91% à 30%, et même à 14%



Manifestation contre les crimes de l'Église.

dans la capitale Dublin.

L'Irlande n'est pas le seul pays d'une Europe, se prétendant moderne et ouverte à toutes les opinions dont celle d'exprimer publiquement son athéisme, qui aurait besoin d'un bon dépoussiérage du fatras religieux. Ne serait-ce qu'en France, il a fallu attendre janvier 2017 pour que le délit de blasphème soit aboli dans les trois départements métropolitains d'Alsace-Moselle où il subsistait depuis un siècle.

Marianne Lamiral

Lisez Lutte de classe, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 195 (novembre 2018) :

- Bolsonaro, fruit pourri de la crise brésilienne
- Russie : la réforme antiouvrière des retraites
- Allemagne : la montée de l'extrême droite
- Turquie : la tourmente financière et ses effets
- L'ex-Secrétariat unifié de la IV^e internationale : du trotskysme à l'«*écosocialisme*»
- Les comités sociaux et économiques (CSE) : une attaque contre tous les travailleurs

Prix : 2,50 euros - Envoi contre cinq timbres à 0,80 euro.

Nouvelle-Calédonie : le référendum sur l'indépendance et ses enjeux

Dimanche 4 novembre, les électeurs de la Nouvelle-Calédonie sont appelés aux urnes pour répondre à la question : « Voulez-vous que la Nouvelle-Calédonie accède à la pleine souveraineté et devienne indépendante ? » Mais, même si la réponse des urnes est oui, on peut prévoir que cela ne mettra pas fin à la domination de l'impérialisme français sur cet archipel, une base avancée qu'il juge essentielle pour lui dans cette région du monde.

La Nouvelle-Calédonie fut conquise par la France en 1853. Les Mélanésiens (les Kanaks aujourd'hui) qui habitaient ces îles faillirent disparaître, décimés par la répression de l'armée française mais aussi par les maladies importées, l'alcool et la sous-alimentation. L'archipel devint pour l'impérialisme français une colonie de peuplement : à la fin du 19^e siècle, des colons s'y attribuèrent les meilleures terres, volées aux Kanaks. En plus des fonctionnaires, des militaires, l'État français y envoya des milliers de condamnés au bagne, notamment d'anciens communards de 1871 et des Kabyles condamnés après leur révolte anticoloniale. Les descendants de ces colons et bagnards, les Caldoches, furent ensuite numériquement renforcés par l'afflux de métropolitains, mais aussi de populations venues d'autres colonies

françaises d'Asie et du Pacifique. Aujourd'hui, parmi les 269 000 habitants de Nouvelle-Calédonie, les Kanaks sont au nombre de 105 000, en minorité, et le non à l'indépendance a toutes les chances de l'emporter.

Mais, même en cas de victoire du oui, l'impérialisme français n'est pas menacé dans ses positions. Avec les accords de Matignon, signés avec les nationalistes kanaks après le massacre par l'armée française de 19 militants nationalistes en 1988, il a cherché à intégrer la petite bourgeoisie kanake en lui réservant des postes et une place dans l'économie de l'île. Ainsi les dirigeants nationalistes du FLNKS (Front de libération kanak socialiste) eurent accès à des responsabilités dans les nouvelles régions faites sur mesure pour eux, ainsi que dans les sociétés exploitant la principale richesse de l'île, le nickel. Les principaux courants

nationalistes kanaks ne désirent d'ailleurs rien d'autre qu'un « nouveau partenariat avec la France », ce qui pour beaucoup pourrait prendre la forme d'une association, à l'image du statut de la principauté de Monaco ou de celle d'Andorre. En cas de victoire du oui à l'indépendance, la petite bourgeoisie kanake aurait simplement un peu plus de marge de manœuvre vis-à-vis de Paris pour négocier de nouvelles positions.

La société calédonienne reste profondément inégalitaire, largement dominée par la bourgeoisie française et caldoche. Selon l'origine, la société ne réserve pas le même sort à chacun. À Nouméa-la-blanche, le taux de pauvreté est de 7 %, tandis qu'il est de 35 % au Nord et de 52 % dans les îles Loyauté, où résident beaucoup de Kanaks. De même, le taux de chômage est deux à trois fois plus élevé chez les Kanaks. Partout, à l'école,

dans l'emploi et le logement, ceux-ci sont des citoyens de seconde zone. La discrimination, l'oppression ethnique et le racisme restent sensibles et viennent s'ajouter à l'exploitation capitaliste. Plus particulièrement, la jeunesse kanake, massivement touchée par le chômage, subit cette oppression de plein fouet. Ses possibles réactions suite à la victoire du non sont un sujet d'inquiétude de bien des politiques, à Nouméa comme à Paris. C'est pourquoi, depuis des mois, les responsables politiques, caldoches comme kanaks, le gouvernement et Macron lui-même, qui a visité l'île en mai dernier, voudraient faire passer le message que la société calédonienne doit rester unie et stable, quel que soit le résultat du référendum. De même, Édouard Philippe a annoncé qu'il se rendrait en Nouvelle-Calédonie au lendemain du

référendum, le 5 novembre, quel que soit son résultat, sans doute pour tenter d'apaiser les tensions.

L'impérialisme français, les bourgeois et petits bourgeois de l'archipel craignent les réactions de la jeunesse kanake au résultat du référendum. Mais l'enjeu réel de celui-ci pour les forces politiques locales est de mesurer leur poids respectif. Le rapport de force qui se dégagera du référendum influera sur la répartition des postes d'influence sous l'égide de l'État français.

Pour les travailleurs et pour tous les exploités, en finir avec la domination de l'impérialisme et avec toutes les formes d'oppression implique qu'ils mettent en avant leurs intérêts spécifiques, tant face à la bourgeoisie française et caldoche que face à la petite bourgeoisie nationaliste kanake.

Serge Benham



Une usine de traitement du nickel à Nouméa.

ANGELA BOLIS LE MONDE

Guyane : pour Total c'est tant pis pour la planète !

En dépit des engagements gouvernementaux et malgré les résultats négatifs à 99,8 % de l'enquête publique, le groupe Total vient d'obtenir l'autorisation de poursuivre ses explorations dans les eaux territoriales de la Guyane.

Les opérations se dérouleront dans quelques semaines tout au plus, à proximité d'un immense récif corallien considéré comme unique par des biologistes marins. Au lendemain de la publication par les experts du GIEC du rapport alarmant sur la catastrophe climatique annoncée et ses conséquences, un géant capitaliste comme Total ne connaît aucun obstacle pour poursuivre sa course au profit aux dépens de l'environnement.

La loi Hulot votée fin 2017 prévoyait « l'interdiction

immédiate de la délivrance, sur le territoire national, de nouveaux permis de recherche d'hydrocarbures, ce qui mettra[it] un terme à la recherche de nouveaux gisements ». Mais Total aurait obtenu un permis d'explorer antérieur à la loi...

L'enquête publique obligatoire avait mis en évidence une opposition quasi générale à l'opération de Total, seuls deux avis sur plus de 7 000 validés étant positifs. Ce résultat écrasant n'a pas empêché la commission d'enquête d'émettre fin septembre un avis favorable à

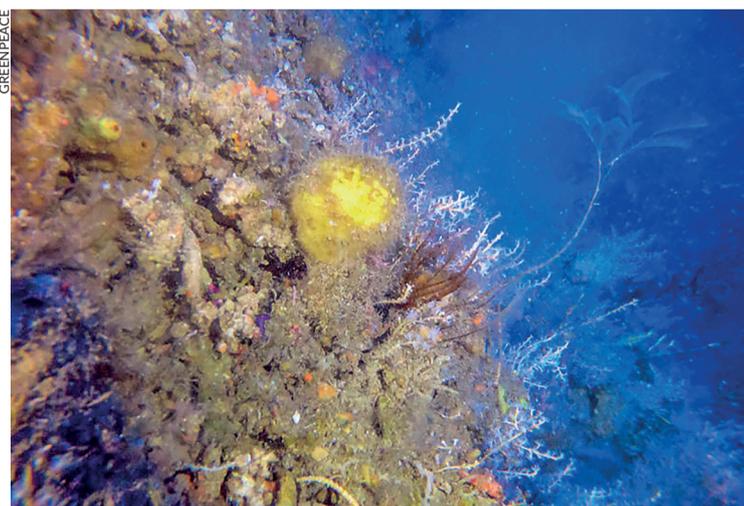
la demande de campagne de forages, assorti de quelques pieuses recommandations, telles que « remettre en activité la Commission de suivi et de concertation sur le pétrole en Guyane », « établir un cahier des charges spécifique sur les procédures de rejet des boues dans l'océan et le traitement des boues toxiques » ou « mettre en œuvre un contrôle effectif par l'autorité publique de ces rejets et traitements des boues toxiques ».

C'est justement l'autorité publique, par un arrêté du préfet, fervent soutien de Macron, qui vient de donner le coup de grâce. Le gouvernement local, la collectivité territoriale de Guyane, s'est déclaré extrêmement favorable aux travaux, comptant sur les 10 millions d'euros

promis par Total en dédommagement. Le pétrolier espère de cette exploration, qui sera suivie par d'autres, l'exploitation d'un gisement allant jusqu'à un milliard de barils, ce qui apporterait au bas mot, au cours

actuel, 70 milliards d'euros dans ses caisses. En même temps, il lâche avec mépris aux Guyanais riverains une aumône couvrant à peine la construction d'un collège. Tout un symbole.

Viviane Lafont



Le récif corallien.

17 novembre : travailleurs ou "citoyens consommateurs" ?

« J'utilise mon pouvoir de consommateur pour faire entendre ma voix de citoyen. » C'est avec ce slogan que, dans le cadre de la mobilisation du samedi 17 novembre contre l'augmentation des taxes sur l'essence, certains proposent sur les réseaux sociaux de ne rien acheter ce jour-là.

Les consommateurs dans leur grande majorité sont des travailleurs. Ce sont eux qui font fonctionner la société le samedi comme les autres jours. Ils ont le droit de se loger, de se chauffer, de se nourrir, de se déplacer. Doivent-ils se priver de tout pour avoir une chance de se faire entendre ? Si la question est de bloquer l'économie, ils ont une arme bien plus efficace entre leurs mains : ne pas produire,

autrement dit faire grève.

C'est avec cette arme que l'économie peut être bloquée, comme d'ailleurs chaque grève même partielle le montre. Dernièrement, ce sont les cheminots qui ont en partie paralysé le pays. Au moment de la contestation contre la loi travail, en 2016, ce sont les salariés des raffineries qui ont provoqué une pénurie d'essence dans tout le pays.

Les travailleurs, grâce à leur place dans l'économie, peuvent obliger le gouvernement à revenir en arrière sur ses attaques et imposer leurs revendications au patronat. Plus que comme « citoyens consommateurs », c'est en tant que travailleurs à la base de toute l'économie qu'il faut se faire entendre.

Inès Rabah



Chantiers de l'Atlantique : débrayage pour les salaires

Jeudi 25 octobre, plus de 500 salariés des Chantiers de l'Atlantique (ex-STX) à Saint-Nazaire se sont réunis face à la direction pour revendiquer des augmentations de salaire et des embauches. Plusieurs centaines de travailleurs en 2x8 ou en 3x8 ont aussi débrayé en fin de poste, de soir ou de nuit.

En effet, la direction avait annoncé jeudi 18 octobre son intention d'instaurer une prime de présentisme, une mesure à destination des seuls ouvriers de l'entreprise, conçue pour les « mobiliser » face à une situation industrielle particulièrement tendue dans les prochains mois.

Les premiers résultats ne se sont pas fait attendre : la rogne, l'écœurement et la contestation contre l'insuffisance criante des embauches et le bas niveau des salaires, déjà palpables parmi les ouvriers, se sont étendus dans tous les secteurs et parmi toutes les catégories, jusqu'aux cadres et ingénieurs.

Dans les principaux ateliers de tôlerie, des assemblées générales des équipes en 2x8 et en 3x8 ont réuni la quasi-totalité des ouvriers de ces secteurs, à l'appel de la CGT, pour discuter point par point les fondements et conditions du versement de cette prime.

En effet, pour la toucher, et à condition que les objectifs généraux de coûts et de délais fixés par la direction soient atteints, il

faudrait encore qu'individuellement, sur une période de sept mois, les ouvriers n'aient aucune absence pour maladie, accident du travail, congés spéciaux pour événements familiaux, congés pris sur le compte épargne-temps ou jours de grève !

Moyennant l'ensemble de ces conditions, l'ouvrier pourrait toucher une prime de 700 euros brut, que la non-teneur des délais et des coûts annulerait. Chaque jour d'absence amputerait cette prime de 20 %, soit 140 euros et après cinq jours d'absence il n'y aurait donc plus de prime ! Les intérimaires ne pourraient en bénéficier qu'à condition que leur fin de contrat ne tombe pas avant l'échéance du 31 mai 2019. Enfin cette mesure pourrait être renouvelée dans les mêmes conditions pour une nouvelle période de sept mois, jusqu'à décembre 2019...

Les réactions à cette annonce qui suinte le mépris patronal n'ont pas tardé : aucune de ces conditions n'est justifiable et encore moins acceptable. La forte charge de travail nécessite depuis des années une embauche

massive, à commencer par celle des intérimaires, alors que la direction n'embauche qu'au compte-gouttes. Les taux horaires proches du smic font fuir une partie des candidats à l'embauche. Les salaires de tous s'érodent année après année. Les conditions et les cadences de travail fatiguent, usent et blessent à tour de bras et il faudrait encore renoncer à s'arrêter en accident du travail ou en maladie et se priver de congés !

Face au mécontentement général, l'ensemble des syndicats (CGT, CGC, CFTD et FO) a dénoncé ce cadeau empoisonné et appelé à débrayer pour revendiquer des augmentations de salaire. Cet appel unanime des syndicats, rarissime et sans doute aussi motivé par la proximité des élections professionnelles, a encouragé les plus hésitants.

Cette semaine d'agitation et ce débrayage interviennent juste avant l'ouverture des négociations annuelles sur les salaires et l'emploi. Si cela a touché principalement les salariés directs et intérimaires de la maison-mère Chantiers de l'Atlantique, cela a aussi suscité bien des discussions parmi les 5000 à 6000 travailleurs sous-traitants du site, qui connaissent les mêmes conditions de travail, quand elles ne sont pas pires.

Correspondant LO



Dans les bulletins d'entreprise

À trop tirer, le fil casse

Aux blocs opératoires, le matériel est compté, y compris le matériel de base comme le fil utilisé pour recoudre les patients. Alors que nous courons déjà assez pour rassembler le matériel, cela ne nous simplifie pas la tâche, et n'a aucun sens. On n'en est pas encore à compter le nombre de points de suture, mais cela va finir par arriver !

Extrait du bulletin
Lutte ouvrière
Hôpital Lariboisière

Il a un coup dans la cafetière

Les techniciens assistant au café-direction l'autre semaine se sont entendu dire qu'il fallait « être à 150 % ». Et même : « Si vous avez un coup de mou, y a toujours l'infirmierie. »

Et pour celui qui tient de tels propos, c'est quoi ? L'asile ?

Extrait du bulletin *Lutte ouvrière*
PSA Caen

Recherche balai désespéré

Les directeurs ont mis quarante ans pour se rendre compte que le poil du balai brûle quand il est au contact du verre chaud !

C'est vrai que, pour s'en rendre compte, faut savoir à quoi sert un balai.

Extrait du bulletin
Lutte ouvrière
Arc International
ex-Verrerie Cristallerie
d'Arques

La Poste : mauvais payeur...

La Poste s'est fait épingle par la Direction générale de la consommation, de la concurrence et de la répression des fraudes, pour retards de paiement vis-à-vis de fournisseurs ou de prestataires. Que La Poste soit un mauvais payeur, ce n'est une nouveauté pour aucun des postiers... nous nous en rendons compte tous les mois au regard de la feuille de paye !

Extrait du bulletin
Lutte ouvrière
La Poste
Minimes-La Vache
Toulouse

PSA - Rennes : jour férié travaillé, c'est non !

Le mardi 30 octobre, à l'occasion de la venue de leur patron dans l'établissement PSA de Rennes, les salariés de Faurecia, sous-traitant intégré dans l'usine, ont débrayé à 30 % à l'appel de la CGT. Ils voulaient exprimer leur mécontentement d'avoir à venir travailler le 1^{er} novembre.

À Rennes comme dans les autres usines de PSA, les conditions de travail se sont beaucoup dégradées sous la houlette de Tavares, le PDG qui affirme qu'à PSA nous sommes des « psychopathes de la performance » ! La précarité des contrats de travail

devient la règle, avec une majorité d'intérimaires ; les horaires de travail laissent peu de place à la vie privée, avec des samedis travaillés à répétition... Tout cela dans une « usine du futur » faite de bric et de broc, où les pannes de machines se succèdent. Les salaires sont bloqués depuis plusieurs années.

Alors le mécontentement est palpable dans tous les secteurs et il explique pour partie que, lors des dernières élections professionnelles, le SIA, syndicat patronal, et ses amis ont été mis en minorité, du jamais

vu depuis des décennies.

En organisant une journée de travail le 1^{er} novembre, la direction a réussi à fâcher beaucoup de travailleurs. Bien sûr, ce jour de travail sera mieux payé et, vu les salaires pratiqués, ce ne sera pas un luxe. Mais tout le monde n'est pas prêt à se plier aux exigences de la direction.

La CGT a donc déposé un préavis de grève pour ce jeudi férié afin de permettre à tous ceux qui ont autre chose à faire de ne pas venir s'épuiser au travail ce jour-là.

Correspondant LO

Itron – Reims : grève contre les licenciements

Les ouvriers d'Itron à Reims ont commencé jeudi 18 octobre une grève qui a duré une semaine. Les grévistes voulaient protester contre la fermeture de leur usine et la suppression de 125 emplois annoncée en juin dernier.

Le groupe multinational Itron, spécialisé dans la production de compteurs (eau et énergie), n'en est pas à son coup d'essai puisque l'an dernier un plan de suppression de 800 emplois avait été imposé par la direction, avec notamment la fermeture de l'usine d'Hague-nau et la suppression de 68 emplois. Ces destructions d'emplois avaient permis de faire flamber le cours de l'action, qui avait doublé.

Itron ne connaît aucune difficulté financière et fait des centaines de millions d'euros de bénéfices mais avance le prétexte de coûts de production trop élevés

et la nécessité de renforcer la rentabilité. Les choses sont claires ! Pour augmenter leurs profits, les patrons d'Itron ferment l'usine de Reims, pour mieux aller exploiter des travailleurs en Pologne. Ce sont des méthodes de rapaces, prêts à s'enrichir aux dépens des travailleurs, qu'ils soient français, polonais ou d'autres nationalités.

Pour beaucoup d'ouvriers, Itron avait préparé son mauvais coup depuis des mois, car la direction leur avait demandé de former des intérimaires, afin de continuer à produire en cas de grève.



Le carnet de commandes est plein à craquer jusqu'à la fermeture prévue mi-2020. Et, juste avant la grève, une centaine d'intérimaires étaient encore présents sur le site. Les ouvriers ont donc décidé de bloquer totalement celui-ci. En ne laissant ni entrer

ni sortir des camions, ils veulent faire pression sur le groupe pour obtenir des primes supra-légales en matière de licenciement, ainsi que leur reclassement. D'autant plus qu'ils ne croient pas trop à la perspective d'un éventuel repreneur qui, comme c'est

le cas bien souvent, pourrait fermer la boutique quelque temps après.

La rapacité des actionnaires n'a pas de limites autres que celles que peuvent leur mettre les travailleurs, en leur imposant d'assumer les frais de leurs décisions.

Correspondant LO

Pompiers : face aux dangers de l'amiante

Des pompiers du Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) du Nord, le plus important contingent de pompiers civils de France, ont déposé jeudi 25 octobre au tribunal d'instance de Lille une plainte contre X pour mise en danger de la vie d'autrui.

Le SDIS compte 2 000 pompiers professionnels, 3 000 volontaires et 400 administratifs. Depuis des années, la CGT y mène un combat pour exiger une attestation d'exposition à l'amiante qui permettrait aux pompiers d'obtenir un suivi post-professionnel. Chaque année, certains meurent, atteints de cancers liés vraisemblablement à la toxicité des fumées. Quand un immeuble prend feu, si la structure ou les plafonds contiennent de l'amiante, les fibres volent et retombent sur les secouristes. Bien sûr, ces derniers portent des masques et une tenue de sécurité mais, une fois les masques retirés, l'exposition à l'amiante demeure, les fibres microscopiques s'accrochent aux tenues.

Dans les casernes, il n'existe pratiquement pas de laveries et les pompiers ramènent leurs tenues souillées à la maison, avec le risque de contaminer leur famille. Les autorités rétorquent que le matériel de décontamination est prévu, puisqu'on donne aux pompiers des lingettes pour frotter les tenues. Mais les pompiers font valoir qu'en Belgique, juste à côté, leurs collègues disposent de camions de décontamination dans lesquels ils

se déshabillent et laissent leurs tenues.

Bien sûr, il est difficile de savoir si les pompiers qui décèdent de maladies ont été victimes de l'amiante, puisque la hiérarchie s'abrite derrière le secret médical et refuse d'informer. Mais une étude, menée aux États-Unis par des chercheurs sur un total de 30 000 pompiers entre 1950 et 2009, a mis en évidence que « l'incidence des mésothéliomes (les cancers de la plèvre dus à une



Lors d'une précédente manifestation.

exposition à l'amiante) est deux fois plus fréquente chez les pompiers que dans la population américaine».

Une telle étude n'a pas été menée en France, mais

les pompiers du Nord, en rendant public ce scandale, exigent un véritable suivi médical et la fin de cette exposition dangereuse. Comme le faisait remarquer

l'un d'entre eux à la porte du tribunal : « La devise des pompiers c'est courage et dévouement, c'est pas empoisonnement. »

Aline Urbain

Anciens verriers de Givors : la justice refuse de voir l'amiante

Après un refus du ministre du Travail, puis du tribunal administratif, c'est maintenant la cour d'appel administrative qui a refusé de reconnaître l'ancienne verrerie de Givors comme site industriel amianté.

La demande en avait été faite en 2013 pour cette verrerie fermée en 2003. Depuis la fermeture, bien des anciens verriers sont tombés malades ou sont décédés : en 2015 plus de 270 déjà avaient été touchés, dont près de 150 étaient décédés, victimes de cancers, parfois même de plusieurs

cancers. Les ex-verriers ont été exposés à de nombreux produits chimiques, comme l'arsenic, le cuivre, le plomb, la silice, des solvants et hydrocarbures, et à l'amiante.

Les maladies professionnelles ont été reconnues pour des cas individuels. L'ex-entreprise OI Manufacturing (qui avait succédé à BSN Glasspack) a été condamnée deux fois pour faute inexcusable. Chaque fois, le géant mondial fait traîner les choses en utilisant tous les recours possibles.

L'amiante était partout

dans la verrerie pour protéger de la chaleur, certains travailleurs portant même des combinaisons en amiante. La reconnaissance de l'entreprise permettrait aux ex-verriers qui ne sont pas malades actuellement d'avoir un suivi médical et de partir en préretraite. Le cancer de l'amiante pouvant se déclarer bien après le moment de l'exposition, ils peuvent donc tomber malades à tout moment.

Or OI Manufacturing conteste la présence généralisée d'amiante. Et la cour administrative

d'appel a jugé qu'elle manquait d'éléments pour accepter le classement.

Pendant des années, BSN et son successeur (leader mondial des emballages en verre) ont exposé les travailleurs à des produits dangereux en toute connaissance de cause, sans les en informer, et ils les ont laissés s'intoxiquer. Apparemment, l'évidence ne suffit pas aux juges. Mais les ex-verriers ne baissent pas les bras et poursuivent les actions individuelles en justice. Leur combat continue !

Correspondant LO

Ascoval – Saint-Saulve : Vallourec licencie, l'État complice

Vallourec est le leader mondial des tubes sans soudure, comme il s'en vante sur son site Internet. En 2017, ses actionnaires ont vendu l'aciérie de Saint-Saulve, à côté de Valenciennes, au groupe Ascoval, qui se déclare aujourd'hui en redressement judiciaire.

L'État est directement impliqué : il détient 16% de Vallourec, qui est lui-même encore propriétaire de 40% du capital d'Ascoval.

Depuis 2015, le groupe Vallourec a reçu 600 millions d'euros de l'État, soi-disant pour maintenir le site et créer des emplois. Les actionnaires ont pris l'argent et veulent aujourd'hui fermer l'usine. Bien entendu, l'État et ses représentants, au niveau municipal ou régional, versent des larmes de crocodile, parlant d'injustice ou du savoir-faire qui sera perdu, mais jamais aucun contrôle n'a été imposé à Vallourec sur ces centaines de millions de cadeaux.

À plusieurs reprises, les ouvriers ont alerté la population par des tracts, et ils ont fait plusieurs jours de grève. Ils refusent de se laisser licencier sans rien dire, et luttent pour sauver les 281 emplois restants, ainsi que ceux induits de l'intérim

et la sous-traitance, qui disparaîtront si le site ferme.

En invoquant des arguments techniques, Vallourec fait tout son possible pour que le site ne soit pas repris. En réalité, il ne veut pas qu'un éventuel repreneur devienne un concurrent potentiel.

Tous, actionnaires et État, jouent le même jeu en multipliant les réunions, en faisant traîner et en espérant user la combativité

ouvrière par des rencontres, des consultations et autres tours de table à répétition. Mais les ouvriers ne sont pas dupes, et ils ont compris qu'aussi bien les actionnaires que l'État qui les sert voudraient les voir accepter en silence la fermeture.

Macron a annoncé qu'il viendrait les 7 et 8 novembre prochain dans le Nord. Les ouvriers d'Ascoval ont prévu de le recevoir!

Vallourec se cache derrière la baisse du prix du pétrole pour justifier la fermeture du site. Ses actionnaires peuvent largement payer, ils ont encaissé des milliards avant la crise. Des bénéfiques produits par le



travail de l'ensemble des ouvriers.

Ce n'est pas aux travailleurs de faire les frais des retournements de situation. Les actionnaires ont

les moyens de prendre sur leurs réserves. Les travailleurs, eux, n'ont pas de réserve, et ont besoin de leur salaire tous les mois.

Correspondant LO

Transilien : emplois supprimés, service à la baisse

La SNCF prévoit de supprimer 35 postes d'agents commerciaux sur les lignes U et N du Transilien, qui desservent de nombreuses villes des Yvelines à partir de la gare Montparnasse. Les travailleurs occupant actuellement ces postes, et qui seraient déplacés, devraient changer de métier, puisque la direction fait pression sur certains

pour qu'ils deviennent contrôleurs.

Les usagers aussi seront victimes de cette mesure : dans certaines gares, les guichets fermeront avant la fin de service, et dans d'autres les trains ne marqueront même plus l'arrêt le week-end et les jours fériés. Pour les habitants de Plaisir, Houdan ou Coignières par exemple, il sera impossible

de prendre le train en dehors des jours ouvrables!

Cette attaque s'inscrit dans un plan général de réduction des effectifs à l'échelle de l'entreprise, dont le seul but est de faire des économies sur le dos des travailleurs et des usagers. Le PDG de la SNCF, Guillaume Pepy, a annoncé 15 000 à 20 000 suppressions d'emplois d'ici 2026. Pour les

guichets et l'accueil en gare, près de 1 000 postes seraient concernés.

Dans les Yvelines, un premier rassemblement de plus de 100 personnes a eu lieu le 9 octobre. Un deuxième rendez-vous est prévu le 15 novembre, à 9h30 devant la gare de Versailles-Chantiers. Il faut faire remballer ses projets à la direction!

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

**Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste**

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal novembre 2018.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, merci de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66% de ce don et dans la limite de 20% du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme

tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio LO

www.lutte-ouvriere-audio.org

Rwanda : les responsables bénéficient de l'impunité

Une vidéo, diffusée par Mediapart, apporte une preuve supplémentaire de la responsabilité de l'armée française dans les massacres perpétrés au Rwanda en 1994, notamment dans la région de Biserero.

La plainte déposée par six rescapés tutsis pour complicité de génocide et de crime contre l'Humanité risque cependant d'aboutir à un non-lieu, la justice ayant choisi de ne pas mener l'enquête plus loin.

Les faits remontent au début de l'opération Turquoise, lancée le 22 juin 1994 par François Mitterrand et son Premier ministre, Édouard Balladur. Alors que le régime génocidaire rwandais, soutenu et armé par la France, massacrait depuis trois mois des centaines de milliers de Tutsis

et de Hutus modérés, le gouvernement français lança cette opération militaire, prétendument pour « mettre fin aux massacres partout où cela sera possible ». L'objectif réel était en fait de bloquer l'avancée des soldats tutsis du Front patriotique rwandais, qui mettaient en déroute l'armée des génocidaires hutus. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les hauts officiers chargés de l'opération aient attendu trois jours pour porter secours aux fuyards, qui tentaient de se cacher dans les marais de Biserero. L'armée

française avait d'autres priorités. Et quand, enfin, le 30 juin, des sous-officiers enclenchèrent une opération de sauvetage à l'insu du commandement, plus d'un millier de Hutus supplémentaires étaient morts.

La vidéo, que la justice possédait d'ailleurs depuis trois ans, ne laisse aucun doute. On y voit un sergent-chef rapportant le 28 juin à son commandant, sans susciter la moindre réaction, comment il avait vu en patrouille « des maisons qui flambaient de partout, des mecs qui se baladaient avec des morceaux de chair arrachée ». Ces dernières années, les témoignages se sont accumulés sur la complicité de troupes françaises du début à la fin de l'opération, comme celui d'un officier décrivant comment il les avait vues protéger la fuite des génocidaires vers la République démocratique du Congo, munis de l'armement avec lequel ils allaient semer la terreur dans les camps de réfugiés et dans toute la région du Kivu.

Une politique criminelle que la droite et la gauche de gouvernement ont menée main dans la main.

Daniel Mescla



L'armée française au Rwanda en juillet 1994.

Riches : toujours plus riches

Une récente étude de la banque suisse UBS confirme la progression record des grandes fortunes mondiales durant l'année 2017 : leur montant total a augmenté de 19 %, pour atteindre les 8 900 milliards de dollars (7 804 milliards d'euros).

L'homme le plus riche du monde, Jeff Bezos, principal actionnaire d'Amazon, a vu sa fortune presque doubler en un an, passant de 92 à 160 milliards de dollars, soit une progression de 2 500 dollars (2 192 euros) toutes les secondes. Bernard Arnault,

propriétaire du groupe de luxe LVMH, est désormais la 4^e fortune mondiale, derrière Bill Gates (Microsoft) et Warren Buffett (Apple). En 2017, sa fortune est passée de 47 à 63 milliards d'euros, soit une augmentation de 26 milliards d'euros en

un an, l'équivalent de 3 millions d'euros par heure, 835 euros par seconde.

Ces augmentations insolentes sont le fruit de l'aggravation de l'exploitation de centaines de millions de travailleurs dans le monde entier. Elles montrent où aller chercher l'argent avec lequel on pourrait créer des centaines de millions d'emplois qui manquent partout, avec des salaires et des retraites corrects.

Julie Lemée

Les capitalistes et la vie des autres

Deux importants fabricants japonais de matériel antisismique viennent de reconnaître qu'ils ont falsifié des rapports sur certains de leurs produits afin qu'ils aient l'air de répondre aux normes imposées, de plus en plus sévères.

Il s'agit des amortisseurs qui permettent aux bâtiments d'osciller convenablement, ni trop ni trop peu, lors des tremblements de terre. Ils équipent de nombreux immeubles, écoles, hôpitaux, hôtels de ville, et peut-être même, à Tokyo, un gratte-ciel de 634 mètres, le

plus haut du Japon.

Ces équipements sont d'une importance vitale. Le pays encaisse 20 % des secousses sismiques les plus fortes au monde. En 1995 encore, dans la ville de Kobé, un séisme a tué 5 500 personnes, en a blessé 37 000 et a fait 300 000 sans-abri.

Mais, pour les dirigeants et actionnaires de ces firmes, vendre est plus vital encore. Si leurs produits sont refusés, eux risquent de perdre de l'argent; alors que s'ils escroquent le public en vendant des amortisseurs non conformes, c'est seulement des milliers de gens qui risquent d'y perdre la vie.

Pour eux, il n'y a pas photo.

Vincent Gelas

Attentats racistes : Trump n'est pas innocent

Onze personnes tuées dans une synagogue: tel est le bilan de l'attaque terroriste perpétrée à Pittsburgh le 27 octobre par un homme armé d'un fusil d'assaut et de trois pistolets. Le climat de la campagne électorale, où le président utilise toutes les ficelles de la démagogie raciste, n'a pu que l'encourager à passer à l'acte.

Cet acte barbare a été précédé quelques jours plus tôt par le meurtre de sang-froid de deux Afro-américains par un Blanc qui n'avait pas pu pénétrer dans une église noire de Louisville pour y commettre un massacre; et par l'envoi d'au moins quatorze colis piégés à des personnalités qui avaient critiqué Trump.

Les auteurs de ces crimes ont en commun de se rattacher au suprématisme blanc. Trump, qui se définit lui-même simplement comme nationaliste, a souvent relayé par des tweets haineux les « idées » de ce courant d'extrême droite dont la cible favorite sont les Noirs. Trump lui-même les a traités dans ses tweets de « criminels », « idiots », « vicieux », « chiens », etc. Et dans son élan, il a aussi tweeté une image antisémite représentant une étoile de David à côté d'une pile de billets de banque.

À être bête, méchant et raciste, on inspire des personnages à son image. Comment s'en étonner?

L.D.

Vient de paraître :

Dans l'atelier du monde les luttes de la classe ouvrière britannique (1780-1914)

Cet ouvrage vise à retracer l'histoire, méconnue en France, du mouvement ouvrier britannique. Tout au long du 19^e siècle, au cœur d'une Angleterre triomphante dont la production envahit la planète, la bourgeoisie accumule des fortunes sans précédent sur le dos d'une nouvelle classe sociale, le prolétariat. C'est dans cet atelier du monde que Marx et Engels forgent leur critique du capitalisme. Mais on y voit également les premiers pas du mouvement ouvrier: le mouvement luddite, le chartisme, la création des syndicats trade-unionistes.

Ce livre expose la politique des gentlemen de la City pour neutraliser les dirigeants syndicaux et politiques du mouvement ouvrier, tout en relatant les tentatives des socialistes

révolutionnaires pour arracher les prolétaires au piège de la collaboration de classe.

Éditions les Bons Caractères
Collection Éclairage, 8,20 euros

Dans la même collection, est paru en juin dernier : *Quand la révolution ébranlait le monde - La vague révolutionnaire 1917-1923* - Jacques Legall

Disponibles dans toutes les bonnes librairies et sur le site : editions@lesbonscaracteres

Cercle Léon Trotsky

Le monde paysan, l'alimentation et la planète sous la dictature du capital

Vendredi 16 novembre à 20h30

Docks de Paris - Eurosites
Avenue des magasins généraux - Aubervilliers
Métro ligne 12 - Front populaire

Participation aux frais : 3 euros